



HAL
open science

Le travail du vote

Philippe Aldrin, Catherine Achin, Martin Baloge

► **To cite this version:**

Philippe Aldrin, Catherine Achin, Martin Baloge. Le travail du vote : La socialisation politique au et par le travail chez les moyens et petits-moyens. Presses Universitaires du Septentrion. Ordre social, désordre électoral Une sociologie du vote de 2017, 2023, 978-2-7574-3989-0. halshs-04549417v2

HAL Id: halshs-04549417

<https://shs.hal.science/halshs-04549417v2>

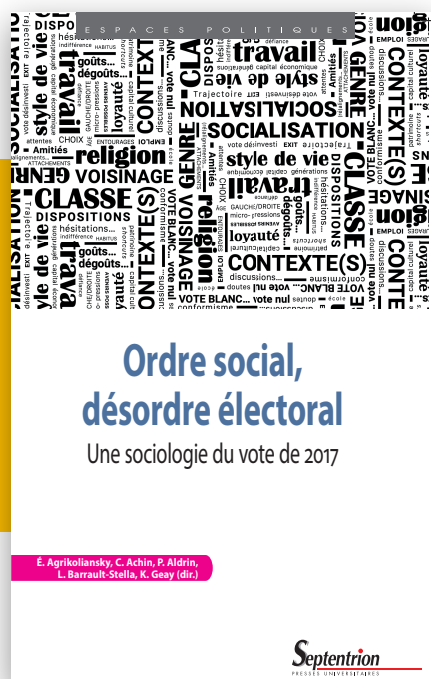
Submitted on 22 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License



Catherine ACHIN, Philippe ALDRIN, Martin BALOGE, « Chapitre 5. Le travail du vote. La socialisation politique *au et par* le travail chez les moyens et petits-moyens », in Éric AGRİKOLIANSKY, Catherine ACHIN, Philippe ALDRIN, Lorenzo BARRAULT-STELLA, Kevin GEAY (dir.), *Ordre social, désordre électoral. Une sociologie du vote de 2017*, Lille, Septentrion, 2023, P. 181-227.

Le travail du vote

La socialisation politique *au et par* le travail chez les moyens et petits-moyens

Catherine ACHIN Université Paris Dauphine-PSL/IRISSO
Philippe ALDRIN Sciences Po Aix/MESOPOLHIS
Martin BALOGE Université Catholique de Lille/MUSE

L'ANALYSE PROPOSÉE DANS CE CHAPITRE est née d'un double étonnement. Le premier vient d'une observation inattendue faite au gré de l'enquête ALCoV restituée dans le présent ouvrage. Sans que le guide d'entretien ne les y invite explicitement, la plupart des enquêtés se référaient à leur profession ou aux situations vécues dans le cadre de leur activité professionnelle (actuelle ou antérieure) pour appuyer leurs jugements sur la société et la politique ou pour justifier leurs orientations électorales. Convoqué tantôt pour marquer leur position dans la structure sociale, tantôt pour localiser leur place dans le monde économique ou sur le territoire résidentiel, tantôt pour signaler leur familiarité avec une réalité particulière, locale ou plus générale, le travail constitue un réservoir d'expériences de la société. Une base personnelle et fiable de connaissances et d'observations procurant une habilitation à parler, un titre à opiner¹. Relues à la lumière de cette observation, les transcriptions d'entretiens confirmaient la force de rappel de la référence à la profession dans l'ensemble du corpus ALCoV. Le second étonnement est venu lorsque nous nous sommes mis en quête de trouver dans la vaste littérature scientifique consacrée à l'analyse électorale des cadres théoriques pour penser les articulations du vote à la socialisation *au et par* le travail. À notre grande surprise, rares sont les travaux qui s'intéressent directement au cadre professionnel concret en tant qu'instance de socialisation politique et à ses effets sur le vote.

Dans l'analyse électorale, la catégorie socioprofessionnelle est partout, le travail nulle part – ou presque. Les groupements socio-professionnels comptent en effet parmi les principales variables utilisées dans la construction des agrégats statistiques ayant des effets électoraux ou, pour le dire autrement, des « classes » permet tant d'identifier « qui vote pour qui ». Variable rustique mais centrale des lignes d'analyse d'une chronique électorale savante comme journalistique, les catégories socioprofessionnelles englobent d'une certaine façon les professions mais informent peu sur la réalité spécifique de chacune d'elles. La socialisation *au et par* le travail est pourtant une dimension de l'expérience sociale dont les effets sur l'individu sont renseignés depuis loin².

La sociologie des professions nous apprend que la socialisation professionnelle déborde largement le cadre strict de l'activité. Everett Hughes a ainsi analysé le processus par lequel, dans certaines professions, l'incorporation de la « culture professionnelle » pouvait se lire comme un « passage à travers le miroir » derrière lequel l'individu va désormais « regarder le spectacle du monde³ ».

L'exercice d'une profession place quotidiennement et durablement les individus dans un type singulier d'environnement, au sens où les cadres institutionnels, matériels comme relationnels mais aussi les missions dont ils ont la charge sont ancrés dans des milieux qui sont à la fois socialement et spatialement situés et qui sont caractérisés par des styles spécifiques d'interactions. Chaque « culture de métier » correspond donc à des types de trajectoires sociales et s'articule à des endroits précis de la réalité⁴. Une enseignante de collège, un aide-soignant, un notaire ou un plombier ne sont pas exposés de la même façon aux transformations ou aux « maux » de la société (chômage, vieillissement, sexisme, délinquance, individualisme, racisme...), aux politiques publiques et aux réformes de l'État. Dans les analyses électorales, la « classe sociale » ou la « catégorie professionnelle » est d'ailleurs utilisée comme un facteur explicatif (voire prédictif) du vote ou de la participation⁵. Cependant, les effets du statut socioprofessionnel et ses corrélats (niveaux d'autonomie et de revenu, prestige social, être indépendant ou salarié, etc.) sur le vote sont largement présumés et trop peu explorés en réalité⁶. Pour l'essentiel, au fond, la façon dont le statut socioprofessionnel produit des préférences et des alignements du vote demeure une boîte noire des études électorales. C'est précisément cette énigme que nous souhaitons explorer dans ce chapitre en étudiant la dimension socialisatrice du travail sur les dispositions électorales des enquêtés ALCoV et en interrogeant les professions – peut-être certaines professions plus que d'autres – et les expériences professionnelles en tant que matrice de dispositions politiques et du rapport au vote.

Cette interrogation n'est pas inédite. Des enquêtes ethnographiques ont, récemment, étudié les liens entre socialisation, sociabilités professionnelles et socialisation politique, en s'intéressant à des contextes aussi variés que la caserne, l'atelier, l'usine, l'hôtel de luxe ou les taxis⁷. Si elles analysent le façonnage *au et par le* travail des représentations du monde social, et notamment celui des rapports au sein de l'entreprise, ces études s'intéressent cependant peu à la perception de l'offre électorale et de l'acte de vote. Ivan Sainsaulieu, Muriel Surdez et Éric Zufferey⁸ identifient trois des raisons de ce faible intérêt pour le vote dans les travaux de sociologie du travail ou des professions. D'abord, l'approche par la catégorie socioprofessionnelle s'est traditionnellement focalisée sur les contextes de travail porteurs de conflictualité politique et donc sur le militantisme syndical et des luttes ouvrières – et moins sur les *rapports ordinaires* au politique et au vote. Ensuite, il est difficile de repérer et de mesurer l'influence spécifique des différentes dimensions du travail (autonomie, prestige, rétributions financières, conditions et sécurité de l'emploi, formation et qualification...) sur les orientations politiques. Enfin, les modalités par lesquelles les professions socialisent les individus – y compris à la politique – demeurent multiples et complexes, et ne se limitent pas au strict cadre de l'exercice de l'activité.

Notre approche s'adosse plus largement à deux programmes de la science sociale. D'abord, l'exploration des liens entre structures sociales et structures morales. Au sens où « l'identité des conditions d'existence tend à produire des systèmes de dispositions semblables (au moins partiellement)⁹ », en mesure d'engendrer une coordination voire une similitude des attitudes et des conduites en l'absence d'un déterminisme mécanique. Ensuite, l'analyse des effets socialisateurs des contextes et de leurs microsystèmes relationnels. Il est évident que la puissance de ses effets socialisateurs sur les individus peut varier selon leurs trajectoires, les configurations de l'univers professionnel et les situations socioéconomiques locales. Cependant, parce que la majorité des adultes y passent l'essentiel de leur temps de vie éveillée, le travail compte parmi les contextes fortement socialisateurs. L'individu doit souvent y agir et interagir au sein d'une « organisation » fondée sur des asymétries de positions et de ressources (statut, responsabilité, pouvoir, revenu...) et qui ordonne les conduites, l'état d'esprit, les concurrences et

coopérations... Le travail est donc souvent un lieu de confrontation et d'apprentissage des rapports de pouvoir (de classe, d'âge, de sexe et de race...)¹⁰, mais aussi un lieu de sociabilité et d'échanges où peuvent se forger des identifications sociales et des opinions politiques. Par ailleurs, chaque lieu de travail possède aussi des coordonnées sociales, géographiques, s'inscrit dans un secteur d'activité et dans un tissu socioéconomique local voire un segment particulier du territoire (monde rural, centre-ville, zone commerciale périphérique, banlieue résidentielle...). Enfin, le travail et ses déclinaisons (alternance, temps partiel, formation professionnelle, retraite, etc.) sont constitués en problèmes publics, générateurs de discours politiques, propices à la discussion ordinaire, à la fois comme expérience mobilisée et comme sujet politique. À ce titre, le cadre professionnel est *un contexte en contexte*.

Notre projet consiste à prendre au sérieux ce que les enquêtés disent de leur travail et des associations qu'ils et elles opèrent entre leur travail et la politique lorsqu'on les invite à livrer leurs points de vue sur la politique et la campagne électorale en cours¹¹. Pour resserrer notre focale, nous avons choisi d'éclairer la situation des « classes moyennes » qui composent un groupe sociologiquement et politiquement assez hétérogène¹², écartelé entre le pôle des « managers » (libéraux en économie et autoritaires sur le plan moral) et celui des « salariés des secteurs social et culturel » (en faveur de l'égalité économique et de l'autonomie individuelle)¹³. En choisissant des commerçants, des infirmières et des policiers parmi les enquêtés du panel ALCoV, nous avons voulu nous intéresser à ces « moyens » et « petits-moyens¹⁴ » situés dans un endroit du social moins exploré par l'analyse électorale, et qui échappent à un clivage de classe binaire (en haut ou en bas) susceptible de produire des représentations clivées du monde social. On y retrouve beau-coup d'individus relevant de la PCS « professions intermédiaires » de l'INSEE qui mêle salariés du privé et salariés du public mais aussi des indépendants¹⁵, recouvrant donc une large diversité de situations professionnelles et de styles de vie. Elle comprend des « corps de métiers » particulièrement exposés à la mise en œuvre des réformes de l'État (touchant les politiques d'éducation, de santé, de la ville, les dispositifs de solidarité ou la structure de l'économie) et aux problématiques sociales les plus saillantes (chômage, échec scolaire, délinquance, vieillissement, dépérissement des centres-villes, immigration...), et qui sont donc au cœur des débats politiques et des programmes électoraux. Parmi les cas sélectionnés ici, on trouvera des agent.es de la « main droite » (policiers) et de la « main gauche » (infirmières) de l'État, des salariés et des petits indépendants à la tête de microstructures commerciales¹⁶, traditionnellement plutôt séduits par la droite de gouvernement¹⁷. Plutôt des métiers choisis voire vocationnels et qui sont supposés conférer une forte identification professionnelle mais saisis ici dans des contextes d'exercice contrastés (Belgirs, Paris et Torsy).

La première section du chapitre revient sur l'état des savoirs en sociologie électorale pour étudier les liens entre catégories socioprofessionnelles et comportements politiques, souligne ensuite la difficulté à explorer la force socialisatrice du travail au-delà de la seule variable CSP puis précise nos partis pris analytiques. Les trois sections suivantes mettent en évidence, à partir des cas retenus, les mécanismes qui font que *le travail compte* dans la construction des positions et dispositions politiques. Sont d'abord explorées les façons dont se structurent les rapports entre le « nous » professionnel et l'expression des opinions politiques. Il s'agit d'analyser ici la façon dont le travail fournit un cadre socialisateur générant des opportunités de discussions politiques et des micro-pressions différenciées au conformisme. Sont ensuite décrits les socialités tissées au travail et l'habitus professionnel situé des enquêtés qui produisent des schèmes de perception du monde social et politique. En étudiant l'expérience professionnelle en contexte et en relation, y compris avec d'autres professions, nous montrons comment le travail produit des schèmes de jugement. Le dernier volet s'intéresse enfin au travail comme contexte de fabrication du vote des enquêtés pour la séquence électorale de 2017. Nous étudions alors comment, durant les campagnes de 2017, l'intrication de la socialisation professionnelle avec d'autres expériences socialisatrices conduit à la construction des choix électoraux lors des élections présidentielle et législatives.

I. « Profession » : les réalités et expériences socialisatrices derrière la variable

Pour l'essentiel, la production scientifique traitant des liens entre travail et comportements électoraux s'inscrit dans une approche quantitative s'attachant à repérer puis modéliser les correspondances statistiques entre catégories socioprofessionnelles et préférences électorales de répondant.es à des enquêtes par sondage. À côté de cette tradition largement dominante dans les études électorales, il existe cependant, notamment en France, des approches combinant données quantitatives et entretiens semi-directifs¹⁸, des monographies qui explorent les différents univers politiques d'une « classe sociale¹⁹ » ou encore le rapport au vote et au politique de certains groupes professionnels²⁰. Tout en étant le produit de choix d'appariements statistiques, les catégories socioprofessionnelles de la statistique publique disent quelque chose des classes sociales, au sens où elles traduisent le « soubassement matériel des conditions d'existence²¹ » et la place dans les hiérarchies sociales et économiques. Même dans le cadre d'un traitement statistique non spatialisé et décontextualisé, la variable profession s'avère être un facteur explicatif puissant des dispositions politiques. C'est à ce titre que le statut socioéconomique ou la classification professionnelle sont des variables traditionnellement intégrées aux opérations de catégorisation des électors et des comportements de vote. Pour autant, les raisons sociologiques de la force prédictive et explicative de la variable « profession » ne sont à nos yeux véritablement ni explorées, ni explicitées par les *Electoral Studies*.

La « profession » dans les *Electoral Studies* : une variable centrale traitée comme une donnée secondaire

Fondée pour l'essentiel sur la technique des enquêtes par questionnaire sur échantillon, la tradition dominante de l'analyse électorale n'ignore pas la profession. En tant que composante de la « classe sociale » des électeurs, la profession est présente mais réduite à une variable définie le plus souvent très grossièrement (activités manuelles/activités non manuelles²²), y compris dans les études « classiques » de la sociologie électorale. Ainsi, les auteurs de *The People's Choice* distribuent les enquêté.es de leur panel du comté d'Erie (Ohio) entre deux grands groupes – l'un « supérieur », l'autre « inférieur » – estimant que « les personnes ayant le même statut socioéconomique général ont à peu près les mêmes orientations politiques, quelle que soit leur profession²³ ». Les enquêteurs du BASR qui ont collecté les données avaient été formés à évaluer le niveau de vie des enquêté.es – après observation du domicile, des biens, de l'allure et de la manière de parler – pour le classer sur une échelle de A (les plus aisés) à D (les moins aisés)²⁴. Dans *The American Voter*, la classe – distribuée là encore en deux pôles (*upper class/lower class*) – est jugée politiquement peu influente par rapport à l'affiliation partisane héritée²⁵, de même que la profession qui est expédiée tardivement et sommairement (trois paragraphes) dans la rubrique des « effets électoraux des autres caractéristiques sociales²⁶ ». Enfin, dans ses analyses séminales sur le « vote de classe », Robert Alford rassemble tous les ouvriers dans la catégorie des « travailleurs manuels », qu'il oppose aux employés (« travail- leurs non-manuels²⁷ »), sans approfondir davantage l'examen de la diversité interne de ces deux « classes ».

Pour être codée et combinée avec les autres variables politiquement pertinentes (âge, sexe, diplôme, revenu, etc.), la catégorie socioprofessionnelle ou le statut socioéconomique (« SES », pour « socio-economic status », aux États-Unis²⁸) doit donc presque toujours être ramené par les électoralistes à la dichotomie « classe manuelle » (*blue collar*) / « classe non manuelle » (*white*

collar), parfois *lower class/upper class* voire *lower/middle/upper*²⁹. C'est une telle dichotomie simplificatrice qui est utilisée pour mesurer l'intensité du vote de classe par l'indice d'Alford³⁰. Quelques enquêtes électorales recourent à des classifications plus fines des « groupes professionnels », comme celle proposée par les britanniques Anthony F. Heath, Roger Jowell et John Curtice³¹ ou celle établie par Robert Erikson et John Goldthorpe³². Mais, pour les besoins de la modélisation, les grandes analyses comparatives des comportements électoraux renoncent à utiliser des classifications nationales plus fines des situations professionnelles³³.

De façon encore plus étonnante, les analyses qui s'attachent à repérer et expliquer les effets des contextes relationnels sur le vote délaissent elles aussi les données relatives à la profession ou l'appartenance à tel ou tel collectif de travail. Ainsi, dans leur analyse contextualiste des « *political communication networks* » des électeurs de South Bend (Indiana), Robert Huckfeldt et John Sprague retiennent-ils comme principale variable le niveau d'« éducation formelle » (calculé sur le nombre d'années de scolarisation) et, sur cette base, classent les électeurs (moyenne individuelle d'éducation) et leur contexte relationnel (moyenne d'éducation du quartier d'habitation³⁴). Or, Huckfeldt et Sprague ne choisissent pas la variable « éducation » par défaut mais bien pour ses propriétés classificatoires et explicatives, qu'ils jugent les plus « puissantes³⁵ ». Cela reflète sans doute le désintérêt généralisé pour la variable profession dans l'analyse électorale. En témoignent dans un ouvrage récent dédié à la participation électorale aux États-Unis, les conclusions de Daron Shaw et John Petrocik soulignant l'existence d'un consensus quant à la performance différentielle des variables sociodémographiques : l'éducation, la race/ethnicité et l'âge exerceraient sans conteste « l'influence la plus puissante et la plus constante sur la participation des Américains aux élections », comparativement à toutes les autres variables dont la profession³⁶. C'est donc à une échelle fortement agrégée de catégorisation que la profession est traditionnellement intégrée dans les enquêtes macrosociologiques des *Electoral Studies*³⁷ qui, au final, n'interrogent pas les effets socialisateurs du cadre ou des relations professionnelles sur les comportements politiques. À part de rares excursions hors du *mainstream* des *Electoral Studies*³⁸, la socialisation politique *au* et *par* le travail constitue bien une évidence à dénaturiser pour la sociologie des comportements électoraux.

Classe et politique : le vote et au-delà

Malgré l'érosion progressive du « vote de classe³⁹ », les catégories socioprofessionnelles servent toujours à repérer des « classes sociales » sur lesquelles se fonde la classification des électors. Parce qu'elle est toujours corrélée à de nombreuses autres variables, la variable correspondant à la profession « fonctionne comme un substitut pour une série d'attributs et de pratiques pouvant agir dans la socialisation politique⁴⁰ ». D'où les fortes propriétés prédictives (ou rétrodictives) que lui reconnaissent les sondeurs. Longtemps fondée sur les « métiers » puis sur les « classes » (employeurs vs employés), la taxinomie professionnelle de la statistique publique a évolué au cours du XX^e siècle vers un classement des qualifications⁴¹. Bien que très extensives dans leur empan socioéconomique, les PCS de l'INSEE, par exemple, ont la particularité de prendre en compte différentes dimensions de la position professionnelle telles que le secteur d'activité économique, le type de statut (salarié du privé, salarié du public, indépendant), le niveau de qualification et de diplôme, la tranche de revenu, la place dans la hiérarchie d'encadrement ou dans le processus de production⁴². Ainsi, les PCS ne se contentent pas d'enregistrer une position dans la division économique du travail. Elles incorporent aussi des coordonnées approximatives de localisation dans les hiérarchies symboliques de la société : un niveau de capital culturel, le prestige du métier et, donc, quelque chose du rang social. Autant d'indices sociologiques que les PCS introduisent dans l'analyse, même quand elles ne sont mobilisées que pour leur valeur faciale.

Nombre de travaux ont ainsi souligné les liens assez stables que l'on peut observer entre l'appartenance à une catégorie socio-professionnelle et les principales attitudes politiques telles que l'intérêt pour la politique⁴³, la compétence politique objective⁴⁴, le sentiment d'être (in)compétent.e pour comprendre les enjeux des débats de société ou se repérer dans l'offre politique en présence⁴⁵, ou encore la façon plus ou moins sereine d'envisager son avenir et, le cas échéant, celui de ses enfants⁴⁶. Au-delà des aptitudes professionnelles qui pourraient être retraduites en compétences politiques, les expériences faites au travail peuvent faciliter, encourager l'intéressement ou, au contraire, dissuader et éloigner de la chose politique. Certaines professions requièrent et renforcent plutôt des compétences manuelles et techniques quand d'autres valorisent et développent des compétences verbales et relationnelles. Or, avec le volume de temps libre sans fatigue physique et l'aisance financière, l'acquisition d'une certaine habileté verbale, d'un sens communicationnel et d'une forme d'assurance à prendre la parole en public prédisposent plus fortement à « l'activisme politique⁴⁷ ». Les aptitudes à s'informer sur l'actualité, à exprimer des opinions politiques et débattre sur l'état de la société ou l'offre électorale sont étroitement corrélées au genre et à la position socioprofessionnelle⁴⁸. Au-delà de la socialisation politique primaire genrée, les hommes occupent plus que les femmes des professions dont le statut et les missions (contrôler un processus, planifier et animer une réunion, être invité.e à exprimer publiquement son avis, prononcer un discours, prendre part à des réunions où se prennent des décisions...) disposent – en conférant une sorte de légitimité sociale ou de consécration par la position ou les responsabilités professionnelles – à la participation politique⁴⁹.

Les rapports que l'on peut sociologiquement établir entre catégorie socioprofessionnelle et dispositions politiques ne se limitent donc pas aux seuls effets de la position de classe ou du niveau de revenu. L'image sociale du métier, les expériences qu'il impose de la réalité, la nature des compétences valorisées et développées au travail agissent également comme des matrices d'activation ou, au contraire, d'inhibition de l'intérêt pour la politique – ou du sentiment d'être socialement légitime à s'y intéresser. Au fond, il n'y a que de bonnes raisons sociologiques à faire l'hypothèse d'un façonnage des positions et dispositions politiques *au* et *par* le travail. Mais encore faut-il prendre en compte *la profession en situation* et ce qu'en disent les enquêtés, pour saisir les éventuels ressorts socialisateurs à la politique des configurations matérielles comme relationnelles du travail.

II. La place des relations et expériences professionnelles dans l'expression des préférences politiques

L'identification à une profession ne va pas plus de soi que l'identification à une PCS⁵⁰. Qu'elles soient définies par la statistique publique ou les conventions collectives, les catégories socioprofessionnelles ne correspondent pas nécessairement à la « classe sociale subjective⁵¹ » des individus. Notamment parce que, derrière la façade d'une PCS ou d'un titre professionnel, il existe une grande diversité de statuts, de spécialités, de structures d'exercice, de façon de concevoir et pratiquer le « métier » ou encore de phases dans la carrière⁵². Être commerçant.e, infirmier.e, ou policier.e renvoie à des significations, des ordres de satisfaction ou de frustration qui varient grandement selon les destins sociaux (origine sociale, sexe, cursus scolaire, trajectoires migratoire et professionnelle, sens de la mobilité sociale et géographique des parcours), les univers d'existence et les écologies sociales des enquêtés. Tous ces éléments sociobiographiques, relationnels et contextuels dessinent un rapport au métier et à la position sociale, et réétalonent aussi la valeur subjective des titres scolaires et du capital culturel. Ils conditionnent également le profil des groupes de sociabilité et, donc, des marchés, des styles et des thèmes des conversations en lien avec la politique.

Si le travail constitue un « foyer de production » des identités sociales, c'est qu'il est « en soi un univers social », un espace d'interactions réglées, presque toujours hiérarchisées, où s'apprennent la réalité et les modes de régulation des rapports sociaux⁵³. On y parle pour parler, avec des « collègues », des patient.es, ou des client.es, pour agrémente une interaction routinière de bureau, devant la machine à café, à la cantine, etc. Mais on y parle des bonnes manières d'exercer le métier ou de la place de l'activité dans la société. Or, chaque univers professionnel est défini par des coordonnées locales originales, des marchés de conversation politique plus ou moins ouverts, des prises spécifiques avec la réalité. Les relations au travail se caractérisent donc par des différences marquées en termes d'opportunité et peut-être de possibilité d'y avoir des discussions politiques, d'y subir des micro-pressions sur l'alignement des opinions politiques sur les opinions majoritaires au sein du monde professionnel mais aussi par la variabilité et la prégnance de schèmes professionnels influençant les jugements politiques. On y parle de l'évolution du cadre de travail, des expériences imposées par l'activité, de l'actualité de l'entreprise, de la ville, de la France. Par ailleurs, chaque profession, mais aussi l'espace matériel où elle est exercée, conditionnent un type d'intermédiations avec les entrepreneurs politiques (syndicats, groupements politiques, pouvoirs locaux, collectifs de mobilisation, de représentation, etc.) mais aussi avec des personnes extérieures vues au prisme de l'exercice professionnel (client.es, patient.es ou passant.es...). Lorsqu'elles se produisent, les discussions politiques ne s'opèrent pas de la même manière ni avec la même intensité au sein d'une librairie, d'un service d'hôpital ou d'un commissariat.

Discuter de politique sous couvert de « neutralité » : la tchatte des commerçants

Richard, passionné par la politique, est libraire dans une des rues principales de Torsy. Sa boutique est en fait un commerce hybride. S'il vend principalement des bandes dessinées, il a également mis en place un service minimal de restauration en proposant à ses clients des gâteaux faits maison et des boissons non alcoolisées (il ne dispose pas de la licence requise). Lors de nos entretiens, réalisés durant ses heures de travail, des habitués viennent passer une dizaine de minutes pour boire un café et échanger quelques mots, quasiment jamais pour acheter un livre. Lors de nos premiers entretiens, Richard met immédiatement en avant une sorte de règle commerçante tacite, également reprise par les autres commerçants rencontrés : « Ne jamais parler de politique avec les clients » car cela revient forcément « à se mettre 50 % de sa clientèle à dos ». Tous nos enquêtés défendent l'idée d'une forme de neutralité professionnelle inhérente au métier. Pourtant, lors des entretiens, régulièrement interrompus par des clients, les discussions politiques émergent très rapidement. Le fait qu'une télévision (pas toujours allumée) et des journaux soient mis à disposition des clients crée des opportunités de discussion dans le contexte de la campagne électorale de 2017. Ces échanges portent sur les candidats en lice, les programmes, l'analyse des sondages, l'actualité politique locale et nationale. Les préférences de chacun sont sous-entendues : jamais durant nos observations le vote n'est annoncé publiquement. Dire pour qui l'on vote constitue une sorte de ligne rouge à ne pas franchir, comme en témoigne l'échange suivant entre Richard et une habituée de son magasin :

- Toi, c'est un café !
- Non, c'est un thé, c'est raté, lui répond la cliente.
- Ha ben, j'espère que je me raterai pas dimanche !
- Au pire, il reste un deuxième tour si jamais tu t'es trompé !
- Ha ouais mais alors si y'a deux candidats que je peux pas... le diable et le choléra, enfin la peste et le choléra, je sais pas ce que je fais hein ! Je vais prendre une piqûre déjà pour m'immuniser...
- Moi, je sais même pas pour qui je vais voter, coupe la cliente.
- Tu sais toujours pas ?
- Ben non !

- Ha moi, je sais ! Je sais... Mais après... tout est possible. Ils sont quasiment... Pas dans un mouchoir de poche mais les sondages, c'est pas une science infuse hein... Ils peuvent se tromper sur des millions... des centaines de milliers de personnes.
- Ben, la preuve, ils se sont bien plantés sur la primaire de droite.
- Je crois qu'ils sont plus prudents là quand même, ajoute Richard avant qu'une nouvelle cliente entre dans le magasin et mette fin à la discussion par sa seule présence.

Proposer un espace de discussion dans sa boutique semble relever d'une forme de mission de service public, d'autant plus qu'il brosse le tableau d'une ville sinistrée et en particulier de la rue (où traînent des « cassos ») dans laquelle est installée sa boutique. Il propose d'ailleurs régulièrement à des associations (« tant qu'elles ne sont pas extrémistes ») d'utiliser l'arrière-salle de sa boutique afin qu'elles organisent des lectures ou des débats. En cela, ces discussions permettent certainement moins de déterminer des votes que d'affirmer des identifications collectives⁵⁴ en ancrant la politique dans le local. On peut évidemment supposer que la présence sur le lieu de travail d'un chercheur en science politique n'est pas étrangère à ces discussions. Mais, souvent, Richard prolonge ces conversations en présence de ses client.es (ceux dont on peut penser qu'il connaît les opinions politiques), donnant à voir un jeu subtil où chacun.e flirte avec la frontière du dicible et de l'indicible en matière d'expression des préférences politiques. Ces épisodes montrent que l'impératif de neutralité commerçante relève autant d'une représentation idéalisée du métier que d'un impératif acquis par la socialisation professionnelle et familiale, conforté au quotidien par une forme de sens pratique commerçant. On ne s'étonnera pas que la promesse affichée par Emmanuel Macron de dépasser le clivage droite-gauche en réunissant les forces des deux bords politiques, trouve un écho chez Richard, qui y voit une forme de réalisation de l'idéal commerçant de neutralité à l'échelle du politique.

Le métier de commerçant, et en particulier celui de libraire, comme d'autres activités professionnelles permettant à la discussion de s'installer, est indubitablement propice aux processus de socialisation politique par le biais des conversations et des interactions routinières auprès des clients. Mais au sein même de la profession, malgré des homologues de position, le monde commerçant se caractérise par sa diversité. Un libraire, un coiffeur, un vendeur de détail ou un gérant de magasin d'outillage font face à des réalités professionnelles très différentes. Les deux premiers sont plongés dans un système d'interactions prolongées, au contact des client.es, là où les deux derniers, plutôt concernés par la vente, vivent la boutique comme un espace moins propice aux échanges. Cela s'observe dans le cas de Thierry, coiffeur à Torsy sur lequel nous reviendrons plus longuement, et qui met en avant de rares discussions avec ses clients en période de campagne mais dont il connaît les orientations politiques du fait de discussions fréquentes :

- Dans le salon, ça a plus parlé politique ?
- Non, pas plus que ça... à la limite peut-être plus gens de droite que de gauche qui parlent plus facilement. Même les extrêmes. Autant toute l'année tu les entends parler, autant là pour les élections ils en parlent pas trop. [...] C'est peut-être le ras-le-bol.

À l'inverse, Roger, gérant du principal magasin de jardinerie de la ville, côtoie moins fréquemment et moins longtemps ses client.es. Il ne dispose donc pas des mêmes opportunités d'engager des discussions que les deux premiers cas présentés. Mais dans son cas également, la politisation professionnelle n'est pas absente, en particulier du fait du poids économique de son entreprise qui lui permet de côtoyer régulièrement l'élite politique et économique de la ville avec qui il échange et auprès de qui (ou face à qui) il conforte ses opinions politiques. Les discussions sont également fréquentes avec ses employés, faisant émerger d'autres enjeux pouvant faire l'objet d'une traduction politique : salaires, conditions de travail, chômage, etc. Les discussions politiques sur le lieu de travail sont beaucoup plus explicites entre les policiers parisiens que nous avons rencontrés pour l'enquête. C'est que les échanges sont davantage protégés par l'entre-soi de l'exercice quotidien de l'activité et appuyés sur la conviction d'un relatif unanimité des opinions politiques.

Disponibilité et proximité idéologique : la fréquence des discussions politiques entre policiers

Comme l'ont montré diverses enquêtes⁵⁵, en dépit de leur devoir de réserve, les policiers discutent volontiers de politique entre eux, énonçant des maximes qui traduisent des points de vue généraux sur la gestion de l'insécurité, les méthodes de travail, tout comme les caractéristiques des ministres de l'Intérieur et la politique gouvernementale⁵⁶. Les trois policiers (gardien de la paix ou brigadier) rencontrés à Paris appartiennent à la même unité spéciale d'intervention en cas de violences urbaines ou d'événements à risques et témoignent lors des entretiens de la fréquence des discussions politiques entre collègues et de leur perception d'une certaine homogénéité des opinions qui peuvent s'y exprimer. En mission de surveillance ou en permanence, les occasions d'échanger entre collègues sont nombreuses, pour partager des points de vue comme pour tuer le temps. Arnaud, (brigadier- chef de 40 ans) souligne ainsi : « Avec les collègues, on parle énormément. La majeure partie du temps, on est tous du même avis, quasiment. C'est une unanimité quasiment. On est confrontés aux mêmes problèmes, on voit les choses sous le même angle donc, *grosso modo*, on se rejoint tous ».

Les policiers rencontrés n'ont par ailleurs aucune difficulté à exprimer leurs choix électoraux effectués lors de l'élection présidentielle de 2017. Deux ont voté pour François Fillon au premier tour et le troisième pour Marine Le Pen, tandis qu'au second tour la candidate du FN a été choisie par deux d'entre eux, le troisième votant blanc. Leurs choix paraissent assez conformes à ceux de leur groupe professionnel. Si la question des affiliations politiques des policiers a été rarement posée dans les nombreuses études consacrées à ce métier, une enquête ethnographique menée par Geneviève Pruvost dans un commissariat de sécurité publique de la région parisienne lors de la campagne présidentielle de 2002 a permis de montrer que les policiers votant Jean-Marie Le Pen ne s'en cachaient pas, tandis que ceux qui votaient à gauche ne le revendiquaient pas explicitement⁵⁷. Les discours des trois enquêtés confirment que, dans leur équipe, les votes de gauche ne se disent pas, comme l'explique Yohann :

Mes collègues, je sais ce qu'ils votent. De toute façon, ça se sent... Certains ne le disent pas, mais ceux qui ne le disent pas en tant que policiers, c'est ceux qui vont voter à gauche en fait, qui vont voter Mélenchon et ne pas le dire. Et je pense qu'il y en a. Poutou, non ! Mais peut-être pour un candidat du centre. Un certain nombre de mes collègues ont voté pour le Front national dès le premier tour. Mais je ne pense pas que ce soit la majorité.

Quelques études ont établi la progression du parti d'extrême droite chez les policiers, comme dans l'ensemble du corps des fonctionnaires depuis 2012⁵⁸. En 2017, 54 % des policiers interrogés pour les besoins d'une enquête électorale disent avoir voté pour Marine Le Pen au premier tour, ils sont 43 % aux législatives et 52 % lors des élections européennes de 2019⁵⁹. Le fait de passer beau- coup de temps ensemble, tout comme la certitude de partager « *grosso modo* » les mêmes avis, contribue à la fréquence de discussions politiques entre policiers. Leur conformisme professionnel puissant contribue au tri des opinions dicibles ou indécibles et favorise les échanges sur la campagne électorale dans un entre-soi perçu comme homogène. Dans un autre service public de l'État, l'hôpital, creuset d'identités professionnelles marquées, les discussions politiques entre membres du personnel soignant s'avèrent cependant moins explicites.

La politique aux urgences : des maux des « gens » à ceux de la société

Parce qu'ils supposent à la fois une disponibilité professionnelle spécifique (travail de nuit, astreintes, urgences), une empathie et des dispositions relationnelles à l'égard des patient.es, les

métiers du soin présentent, traditionnellement, une forte composante vocationnelle. Ils confèrent une identité professionnelle très marquée au travail comme à l'extérieur. Le « monde du travail sur l'humain⁶⁰ » est aussi marqué par un « esprit d'équipe » et une solidarité fonctionnelle étroite entre les différents opérateurs de la chaîne de soin. Les nombreuses réformes de l'hôpital, et notamment l'instauration en 2004 de la tarification à l'activité (T2A), ont cependant imposé des logiques managériales à l'organisation du travail des soignant.es et la gestion des patient.es⁶¹. En entretien, les infirmières et aides-soignantes rencontrées à Belgirons au cours de l'enquête évoquent un cadre de travail et des missions qui les exposent à la misère, à la détresse, aux mutations de la société. Visé par les réformes de restructurations territoriales des services hospitaliers, l'hôpital de Belgirons, qui emploie plus de 600 personnels, a failli fermer. Sa fermeture a été évitée grâce à la mobilisation des personnels et des élus locaux en 2011 puis en 2016.

Saadia, par exemple, qui y est infirmière, a voulu que son amie Chantal, aide-soignante dans le même établissement, assiste à l'entretien. Toutes deux ont la petite soixantaine et travaillent ensemble depuis trois décennies. Un temps syndiquées – l'une à la CGT, l'autre chez FO –, elles n'ont plus confiance dans les syndicats pour améliorer leur situation professionnelle (« La seule fois où j'ai eu besoin d'eux, ils m'ont pas soutenue... pour faire quoi je vais payer la carte ? »). Elles confient que l'hôpital n'est plus un lieu où l'on parle de politique. Sans doute du fait d'un sentiment d'impuissance face aux évolutions et aux réformes qui ont révélé l'échec de l'action syndicale et conduit à un délitement des solidarités au travail. Elles continuent de voter aux « grandes élections » mais doutent de « la réelle volonté des politiques de sauver l'hôpital ».

À l'hôpital, tout le monde râle. Mais, quand il s'agit de faire une action, t'as personne ! Tout le monde a peur !, constate Saadia. C'est principalement FO à l'hôpital. Mais ça bouge pas. Ils [les gouvernants] veulent faire des économies de partout. Mais ça se fait au détriment du soin et du relationnel. Il n'y a plus de solidarité, d'entraide. La mentalité a vraiment changé, complète Chantal.

Moi [Saadia], j'ai commencé à l'hôpital en 78 et j'ai fait ma première grève en 80. 80, oui ! Parce qu'ils voulaient fermer l'hôpital. Déjà ! Tout le monde était solidaire. Pour l'augmentation des salaires, pour avoir plus de personnel, et tout ça. Maintenant, les gens ont peur de perdre une journée de salaire. Pour gagner, faut savoir perdre. Autour de toi, si tout le monde baisse les bras, ben, tu baisses les bras. Qu'est-ce que tu veux faire, hein ? Je vais pas aller militer toute seule. Je vais pas me faire lyncher ! On ne parle même plus de politique... c'est tabou... on ne sait plus ce que les autres pensent, c'est fou !

Depuis leur titularisation à l'hôpital, Chantal et Saadia n'ont pas connu d'évolution notable de leur statut d'emploi. Cette « carrière horizontale⁶² » fait de leur poste de travail un véritable poste d'observation sur les transformations de leur univers professionnel. À partir de cette longue expérience ancrée dans le même contexte, elles s'estiment fondées à critiquer les réformes successives des organisations hospitalières (tarification à l'activité, concentration territoriale des services, fermeture de lits, etc.) et leur impact à la fois sur leur cadre de travail et sur les relations professionnelles. Sur la base de cette ancienneté, elles font le constat d'une résignation progressive des personnels soignants face à la « casse de l'hôpital public ».

[Saadia] On a fait des manifs car la menace était qu'ils ferment. Là, ils ont fermé des services, l'hôpital ne fermera pas mais il va devenir une annexe. Et ça va mourir. Il va devenir une maison de retraite. Alors que, c'est quand même un hôpital de proximité. Nous, maintenant, on est gérés par [le centre hospitalier de la ville métropole]. On a des directeurs, des sous-directeurs qui nous supervisent, qui ferment des lits, qui n'embauchent plus. Donc c'est la qualité des soins qui... C'est tout ordinateur, c'est tout papier. Il n'y a plus la relation, la chaleur humaine !

Avec l'étiollement des solidarités au travail, le désarmement des luttes collectives et la délégitimation des syndicats, rares sont les occasions d'échanger des points de vue politiques sur le lieu de travail. Du coup, les interactions et sociabilités à travers lesquels se tissaient auparavant

des liens entre la condition professionnelle et la politique – et peut-être une perception politique du métier – se sont aussi étioilées. De façon générale, Chantal et Saadia se disent « déçues » voire « dégoûtées » par les responsables (de l'hôpital, des politiques publiques). Par le passé, elles votaient pour le PS. Mais, aujourd'hui, elles n'éprouvent ni attachement ni loyauté à l'égard de la gauche. Toutes les deux se disent d'ailleurs prêtes à « changer de vote ». Lors de notre premier échange, à quelques mois du scrutin donc, elles affirment « attendre de voir » et n'excluent pas de voter pour « le minot » (E. Macron) ou « la fille » (M. Le Pen).

[Chantal] Moi, je suis pour le social. Mais y'a social et social ! Quand tu penses que les gens qui travaillent pas, ils vivent mieux que toi. Qu'ils sont mieux aidés que toi. Toi, tu te lèves et puis t'ar- rives pour avoir une retraite... et tu as rien. Et eux, ils ont jamais travaillé mais ils vivent mieux que toi, ils partent en vacances. Et toi, tu n'y arrives pas. Ça peut pas durer comme ça !

Quand il ne souffre pas, comme ici, d'une forme d'évitement du politique, le travail offre toujours des occasions très variables selon les milieux professionnels de discuter explicitement de politique et donc d'être confronté.e à des micro-pressions à partager ses opinions ou se conformer à celles des « collègues ». En revanche, l'exercice d'une activité professionnelle compose bien un ensemble d'attributs sociaux à partir desquels les enquêté.es se définissent et se disent socialement comme politiquement⁶³. Comme on pouvait le présupposer, le style de vie, le rang dans le prestige social des professions, parfois un statut ou une identité professionnelle distinctifs, agissent comme un marqueur de position sociale. Mais on observe aussi que la situation, les relations et les expériences au travail modèlent des dispositions à opiner sur les transformations et les problèmes de la société, en fournissant un ancrage et donc aussi un point de repère pour établir des comparaisons. Les enquêté.es opèrent ainsi spontanément des mises en regard entre leur propre cadre professionnel et celui du métier politique, pour relever les écarts en termes de compétences ou de valeurs morales exigées (sens des responsabilités, efficacité, honnêteté, sincérité, altruisme...).

III. Les schèmes professionnels du jugement politique : une conscience triangulaire de l'utilité sociale des métiers

Le façonnage des positions et dispositions politiques *au* et *par le* travail s'articule le plus souvent à des problèmes sociaux et des problèmes publics (délinquance, chômage, désertification des centres-villes, inégalités socio-spatiales, arrangement des sexes, consentement à l'impôt...). Les professions gagnent donc égale- ment à être saisies par les relations fonctionnelles et routinières qu'elles entretiennent non seulement en leur sein ou avec leurs « publics » mais aussi avec les autres corps professionnels avec lesquels elles sont quotidiennement en contact. Avec les concepts d'« écologie professionnelle » et d'« écologies liées », Andrew d'Abbott a proposé d'analyser la dimension relationnelle des professions, invitant à tenir compte des effets croisés des inter- dépendances professionnelles⁶⁴. Or, cette attention aux écologies liées des infirmières, des policiers et des commerçants, pour ce qui concerne notre panel d'enquêté.es (mais ce serait également vrai pour d'autres professions comme le personnel de service)⁶⁵, permet de repérer la prégnance des interactions et des interdépendances dans la formation des schèmes professionnels du jugement.

Soigner les gens... dans un cadre professionnel et social dégradé

L'espace professionnel de l'hôpital est traditionnellement hiérarchisé entre les principaux métiers du soin – médecins, infirmières, agents de service hospitalier et aides-soignants – qui y sont répartis selon leurs niveaux respectifs de qualification⁶⁶. Cependant, les réformes successives de l'hôpital sont vécues à la fois comme une exacerbation des différences de fonctions et de statuts, au détriment des principes de solidarité encore véhiculés par les mythes professionnels. À la lumière de leur expérience de près de 40 ans à l'hôpital de Belgirons, Saadia et Chantal décrivent une bureaucratisation aliénante du travail et des rapports de travail⁶⁷ et une dépossession des tâches et avantages faisant l'intérêt du métier⁶⁸. Dès que la discussion s'engage sur la vie à l'hôpital, Saadia dit sa satisfaction de partir à la retraite dans quelques mois.

Oui, j'arrête ! Ça y est ! J'ai craqué au mois d'octobre. Parce que, bon, la politique actuelle de faire vieillir les gens le plus possible... Bon, je suis d'accord... Mais faut voir dans quel état ils arrivent, ils sont... pouh ! Ils ont Alzheimer, ils sont tous déments, grabataires, vraiment ! Ils sont tous dans des états pas possibles. Jusqu'à présent, tout ce que je faisais me plaisait. Je voulais finir l'année. Et puis non ! [...] Faut voir dans quel état ils arrivent les gens. Ça fait 39 ans que je bosse mais, là, j'ai jamais vu ça ! Non, ça s'est vraiment dégradé au niveau... On voit qu'ils veulent fermer des hôpitaux. On a de moins en moins de moyens, de moins en moins de personnel. Du coup, ça se passe mal. On est désarmés. Quand tu reçois une dame de 94 ans qui t'appelle « maman ». Tu as beau lui parler... rien ! Ils sont là (elle imite une personne aux yeux hagards). C'est perturbant. Franchement.

Bien qu'elles disent ne pas ou ne plus s'intéresser à la politique, Chantal et Saadia font part de jugements sur les professionnels de la politique dont elles jugent sévèrement la moralité et la probité.

Chantal : La politique, c'est tout du calcul, de la stratégie. Moi, j'aime bien les films historiques. Les séries historiques, aussi. Là, tu vois bien que c'est tout du calcul pour avoir le pouvoir. Les politiques, ils se battent juste pour ça : le pouvoir. Et, nous, le peuple, on est bête, parce qu'on se laisse manipuler avec les beaux discours et les promesses. Moi, je ne crois plus à tout ça. Non ! Parce que, partout où tu te tournes, à chaque fois, à chaque élection, y'a des coups. Ils ont décimé DSK. Là, ils sont en train de faire pareil avec Fillon, pour l'abattre.

Saadia : C'est toujours ça, la politique, de la calomnie, des coups bas, de la bassesse.

Chantal : C'est que des coups montés. Ça dégoûte, c'est vrai. Saadia : L'histoire de Fillon qui a rémunéré sa femme, c'est un emploi fictif. Alors, soi-disant, elle aurait fait deux articles et je ne sais pas combien elle a touché. Des milliers d'euros ! Il a même employé ses enfants. Mais, attends, où on va là ? Toi, tu trimes, tu te lèves le matin à 5 h, tu vas bosser, tu soignes des gens... Eux, tous, tous, ils ont trempé dans quelque chose.

Chantal : Voilà ! C'est ça ! Et, eux, ils cumulent les mandats. Mais, toi, t'as pas le droit de cumuler deux boulots !

Saadia : Et Fillon, c'est pas le seul !

Chantal : Toi, t'es à la retraite et tu ne peux pas retravailler parce que machin ou truc.

Saadia : Ben, façon, on est que des pompes à fric.

Chantal : Voilà ! Des pompes à fric ! Et puis c'est tout ! Ils te prennent de l'argent. Ça, ils savent, te prendre de l'argent. Ils savent. Saadia : C'est le problème avec les politiques, y'en a pas un d'intègre.

Comme dans cet extrait, on observe dans les entretiens réalisés pour l'enquête ALCoV une forte propension des enquêtés à comparer les contraintes ou les exigences de leur profession avec celles de la profession politique. Ici, le contraste est établi par des salariées de l'hôpital. On peut y déceler le registre d'identification des agent.es de la « main gauche » de l'État⁶⁹ qui assurent

l'éducation, la prévention et le soin de la société au service d'un État-providence miné par la baisse des moyens et des réformes mal comprises. Sur ce point au moins, celles et ceux qui servent la « main droite » de l'État, celle du régalien, de l'ordre et de la sécurité (police, armée), font également de leur statut et de l'accomplissement de leurs missions un observatoire du délitement social et de l'abandon des « politiques ».

Restaurer l'ordre : une lecture désenchantée et inquisitoriale du social

La pratique professionnelle des policiers leur confère une certaine connaissance du droit, de la justice et du pouvoir politique central. Au-delà de cette compétence objective, les policiers revendiquent également une forme de « flair », une habitude de décrypter des discours et des comportements, de savoir « à qui on a affaire ». Cette lecture indiciaire du monde social⁷⁰ explique l'attention qu'ils portent aux qualités des « personnalités » (leur ancrage dans la « réalité du monde social », leur « prestance », leur compétence et leur fermeté) et à leurs stratégies cachées. Les enquêtés s'intéressent ainsi beaucoup aux enjeux politiques nationaux, comme l'exprime Yohann, 42 ans, gardien de la paix : « En tant que policiers, cela nous intéresse nous, de savoir qui on va avoir comme ministre de l'Intérieur et qui va être capable d'être à la hauteur des gens d'en face ». Au-delà des qualités du ministre, l'intérêt pour la politique nationale passe par des traductions très concrètes en termes de budget et d'équipements pour la police, comme l'explique Julien, brigadier-chef de 39 ans, juste après les élections :

On est en plein changement, avec le nouveau gouvernement. Le 30 juin, on va perdre énormément d'habilitations, le droit d'utiliser certaines armes. Parce qu'il n'y a pas de formation, l'administration est capable de rien, il n'y a pas de cartouches... Et après on nous demande d'intervenir sur certains événements. Non, ce n'est pas possible... on n'a pas les moyens de nos missions.

L'évocation du manque de moyens revient de manière récurrente dans les entretiens. Le sentiment d'une dégradation des conditions d'exercice du métier se trouve explicitement lié aux réformes ayant affecté le fonctionnement de la police⁷¹, notamment la politique du chiffre, mais aussi aux critiques fréquentes du comportement des policiers. Arnaud explique :

Je ne suis pas là pour juger la prostitution, la moralité des gens, je ne suis pas payé pour ça, mais on me demande de le faire. On se plie. Il y a des moments où on peut se plier et puis il y a des moments de rupture où on ne peut plus plier. Surtout quand vous n'avez pas de matériel. C'est un ras-le-bol général.

Les préférences politiques sont ainsi souvent exprimées de manière indirecte, à travers différentes conceptions du métier et différentes inquiétudes pour l'avenir. En dépit du maintien du niveau des budgets alloués à la police et à la gendarmerie nationales depuis le début des années 2000, le sentiment partagé par les policiers enquêtés est clairement celui d'une dégradation de leurs conditions d'exercice. Au-delà de l'insuffisance de l'équipement matériel, ce désenchantement est lié à la perception d'une menace grandissante et des conséquences de la pauvreté et de la migration. Julien précise que l'exercice du métier de policier oblige, plus que d'autres, à développer ce regard désenchanté sur la société :

Chez les policiers, les idées sont un peu arrêtées. Ce n'est pas le petit chef d'entreprise, où l'on travaille et l'on regarde machin, qui a juste sa vie et son environnement et qui n'est pas forcément confronté à toutes les situations comme nous.

Les policiers rencontrés disent enfin pâtir d'un déficit de reconnaissance sociale⁷². Alors que la question des violences policières est dénoncée et construite en problème public depuis quelques années, leurs comportements et préférences électorales sont fréquemment commentés et utilisés

par les professionnels de la politique. Les enquêtés connaissent ces discours, et ne cherchent d'ailleurs pas à les discuter, mais plutôt à les justifier, comme en témoigne Julien :

C'est sorti dans les journaux il y a quelques mois, comme quoi la moitié des policiers vote FN. Il y a même un essayiste de gauche qui a dit c'est inadmissible d'être contrôlé par des flics FN. Mais vous avez la représentativité de la population dans les policiers ! La société coule, tout le monde est frustré. Les impôts augmentent, les déficits aussi. Et à un moment donné, avec la frustration, vous regardez et vous comparez.

S'ils sont parlés par les politiques, les policiers parlent beaucoup des politiques eux aussi et les jugent à l'aune de leurs valeurs et contraintes professionnelles. Arnaud, par exemple, au moment du premier entretien en décembre 2016, évoque l'affaire Cahuzac et la relie directement à son métier :

On passe aujourd'hui aux informations les jugements les hommes politiques véreux, Cahuzac qui pleurait récemment. [...] À partir du moment où, nous, les fonctionnaires de police, on nous demande d'être honnêtes et qu'à partir d'une condamnation de 6 mois de sursis (ça peut être un feu rouge) on peut être viré et avoir ensuite l'impossibilité à vie de repasser un concours dans la fonction publique. Quand un mec est condamné avec 2 ans d'inéligibilité, ça veut dire qu'au bout de 2 ans il peut à nouveau être maire ou député ou autre chose. [...] Comment voulez-vous que les gens aient confiance dans ces hommes qui les trompent tout le temps ?

Même tonalité chez Yohann, pour qui la responsabilité des policiers sert d'appui pour dénoncer les situations qu'il juge déséquilibrées en termes de droits et devoirs :

En tant que policier, nous avons quelques privilèges mais aucune forme d'impunité juridique. On est un État de droit avec une extension de droits sociaux. À un moment donné, ces droits sociaux profitent aux étrangers. Ils ne peuvent pas voter mais bénéficient de droits sociaux.

Se percevant comme des observateurs privilégiés des réalités sociales, les trois policiers dénoncent ainsi les abus de groupes situés au-dessus et au-dessous d'eux. Ils défendent pourtant la légitimité de l'intervention de l'État, y compris du côté de la main gauche, tout en recommandant un contrôle sur les dépenses sociales et de santé. En entretien avec une sociologue, les ennemis ciblés ne se situent pas du côté des fonctionnaires disposant de capital culturel, mais bien du côté de celles et ceux qui viendraient profiter de l'État providence en France. C'est ce qu'exprime Arnaud :

Il y a un moment où il faut donner des coups de pied au cul, aux gens. On est aujourd'hui dans une société d'assistés et d'assistanat. Et on l'engraisse et on le récompense. [...] La République donne tellement aujourd'hui à des gens qui ne font pas partie de ce régime. Ils profitent et ils s'en vont.

Les trois policiers rencontrés, qui ont à peu près le même âge (40 ans) ont fait le choix de rejoindre cette équipe d'intervention spéciale dans la capitale. Ils se situent ainsi du côté de la position des « répressifs » ayant une conception ferme du métier, mise en évidence par une enquête par questionnaire auprès de fonctionnaires de police au début des années 2000⁷³, plutôt que du côté des préventifs ou des intermédiaires. En dépit de leurs origines sociales et politiques relativement contrastées, ils font preuve d'une remarquable cohérence dans leur discours sur leur pratique professionnelle et leurs représentations politiques. Le « nous » fabriqué par la socialisation au travail est ici très solide, appuyé sur une *doxa* professionnelle partagée et capable de s'imposer face à d'autres matrices de socialisation.

La politique de la ville au prisme de l'activité commerçante

Contrairement aux deux univers professionnels précédemment évoqués, le cas des commerçants de Torsy diffère car ces acteurs sont moins concernés par une dégradation des conditions d'exercice résultant de réformes nationales et plus directement dépendants de la vitalité démographique, économique, touristique de l'espace local. En 2010, la ville est marquée par ce qui est présenté par tous les enquêtés comme un véritable drame : la relocalisation dans un autre département d'un groupe militaire installé de longue date à Torsy. La ville, qui compte alors un peu plus de 10 300 habitants, perd soudainement les 350 militaires et leurs familles. En 2018, la ville ne comptait plus que 9 479 habitants selon les chiffres de l'INSEE. Pour les commerçants rencontrés, cet événement marque un tournant dans leur carrière professionnelle. La fermeture de la caserne entraîne un déclin de la clientèle et donc un manque à gagner. Surtout, cette nouvelle situation contribue à renforcer leur attention portée à la politique, voire leur engagement, sous l'angle des enjeux municipaux. Plus de six ans après le départ du régiment, tous les commerçants rencontrés placent en effet les enjeux locaux au centre de leurs préoccupations, bien avant les enjeux nationaux de la campagne présidentielle⁷⁴, comme en témoigne Jacques, dirigeant d'un grand commerce de jardinerie :

On a perdu la maternité, on a perdu le tribunal de commerce, on a perdu le cadastre, on a perdu la police, enfin voilà, les impôts, depuis le premier janvier ils sont plus ici, ça enchaîne [...] et ça fait que ça sinistre une ville. [...] on ne tue pas une ville comme ça, c'est pas normal ! Ça c'est de la politique ! Et alors là que ce soit de la gauche ou de la droite – bon c'était la droite – mais ça se fait pas des coups comme ça, on fait attention à ça, on prévoit, on n'enlève pas 10 % de la population d'une ville ! Forcément qu'il y a des dégâts derrière.

Cette focale sur les enjeux municipaux est renforcée par des processus de socialisation professionnelle, marqués par la proximité entre les mondes économiques et politiques à l'échelle de la ville. À l'image des commerçants étudiés par Stéphane Cadiou⁷⁵, les trois commerçants entretiennent des relations étroites avec les équipes du maire, pour des raisons différentes. Richard le libraire et Michel le gérant d'un magasin de Jardinerie, sont frères et connaissent l'actuel maire depuis leur enfance. Cette situation les conduit tous deux à personnaliser leurs relations avec l' élu, comme le reconnaît Michel : « C'est un copain, j'ai fait du rugby avec lui. Bernard [le Maire] on s'est connu sur le terrain, dans les douches tout ça hein ! Enfin bon, je connais quasiment tout le monde ». À ces sociabilités personnelles, sont venues s'ajouter des sociabilités professionnelles, les commerçants faisant l'objet d'une attention particulière de la part des services de la mairie, dans sa volonté de redynamiser la ville. Thierry le coiffeur, en sa qualité de président de l'association des commerçants de la ville est également en contact fréquent avec le maire mais n'entretient pas de relations amicales et n'a pas voté pour lui lors des élections municipales :

On a une municipalité... il y a toujours eu de l'écoute. Bon après voilà... La municipalité nous a diminués énormément notre subvention mais bon... c'est comme ça. Voilà ! Après peut-être qu'ils auraient d'autres moyens de nous aider mais est-ce que c'est le bon vouloir de la municipalité, ça je ne sais pas. [...] la seule chose où la municipalité fait un effort, c'est qu'ils nous prennent pas notre droit d'enseigne, on ne paie pas de redevance à la mairie mais, bon... Moi, c'est mon opinion personnelle, pas celle de président de l'association. Moi, je préférerais qu'on paie tous notre redevance qu'on doit à la ville et que cet argent nous soit reversé et là au moins on pourrait en bénéficier...

Par son expérience de porte-parole des commerces de la ville, Thierry a acquis une connaissance fine des enjeux économiques locaux et des arbitrages politiques. Dans les trois cas, leur statut de commerçant fait d'eux des acteurs locaux incontournables, comme en témoignent les sollicitations dont ils font fréquemment l'objet pour soutenir une candidature ou afficher des

tracts sur la devanture de leur commerce. Pour ces trois enquêtés, l'expérience professionnelle est de facto, dans cette ville de taille moyenne, une expérience politique, en particulier pour Thierry dont les fonctions le conduisent à échanger régulièrement avec les équipes du maire. Dans le cas de Richard, libraire, l'activité politique fait régulièrement irruption dans son magasin, comme il nous l'explique en entretien :

Ici, dans ce commerce, j'accueille tout le monde. À tel point que ce matin, j'ai reçu les vœux du représentant de l'opposition municipale qui m'a envoyé une petite carte très sympathique. Parce qu'ils sont venus déjà faire deux réunions ici. Ils se sont mis derrière dans le salon de lecture alors qu'ici [il pointe un autre endroit la boutique], il y avait des gens d'extrême gauche.

Cette intrication entre enjeux locaux, amitiés, importance du tissu économique dont ils sont les acteurs principaux, conduit ces commerçants à coproduire « la relation de représentation⁷⁶ » avec les élus à l'échelle locale. Acteurs indispensables d'un territoire en déclin économique, ces enquêtés opèrent des distinctions claires entre politiques locale et nationale. Cette dernière occupe d'ailleurs une place marginale lors des premiers entretiens réalisés qui se focalisent tous en premier lieu sur les enjeux municipaux lorsqu'ils sont interrogés sur leurs appréhensions du politique. En ce sens, les choix lors de l'élection de 2017 procèdent d'un travail de transposition des enjeux locaux vers une offre politique nationale appréhendée au prisme des expériences routinières au sein desquelles le travail joue un rôle central.

IV. Le travail comme contexte de fabrication du vote en 2017

Si la profession des individus exerce des effets sur le sentiment d'occuper une place, parfois un rang, dans la société, il ne faut pas négliger le fait que les sentiments de supériorité (ou d'infériorité) sociale comme ceux de sécurité (ou d'insécurité) économique que procure *généralement* une position professionnelle peuvent être affectés, corrigés par l'origine sociale (c'est-à-dire l'effet de destin familial)⁷⁷, le sexe, les trajectoires migratoires, mais aussi la structure socioéconomique et le style de vie de l'entourage ou encore le climat social et culturel du territoire de résidence. Le concept de « misère de position » proposé par Pierre Bourdieu⁷⁸ permet de saisir et d'analyser les décalages entre les perceptions subjectives des acteurs sociaux et leur position objective dans l'espace social. Pour ces raisons, il convient de s'attacher à croiser l'étude des « propriétés sociales des acteurs et des propriétés sociales des contextes dans lesquels ils inscrivent leurs actions⁷⁹ », pour saisir comment la référence à l'expérience professionnelle opère. Comme l'ont montré les résultats d'une enquête sur la socialisation politique des ingénieurs en Suisse⁸⁰, la socialisation professionnelle constitue un élément explicatif clé du rapport au politique de ce groupe, à articuler toutefois avec d'autres médiations : les types de formation et de carrière, mais aussi la famille d'origine et la conjugalité. À travers les cas d'un policier, d'une infirmière et d'un commerçant, nous nous proposons d'explorer au plus près l'imbrication des expériences professionnelles avec d'autres expériences socialisatrices (la famille, le quartier, la ville) dans la construction de leur choix électoral au cours des campagnes de 2017. À rebours de ce que montrent les analyses quantitatives de cette séquence électorale⁸¹, l'étude de ces trois cas illustre concrètement la prégnance des schèmes professionnels du jugement qui dessinent un cadre ordonnateur des différentes expériences sociales.

Yohann : voter en tant que policier, la conversion à droite

Le cas de Yohann, gardien de la paix de 43 ans, apparaît ici idéal- typique. En se concentrant sur son contexte professionnel, relativement homogène du point de vue des opinions politiques dicibles – comme le milieu enseignant de l'autre côté de l'échiquier⁸² –, on voudrait montrer le caractère primordial de la socialisation professionnelle dans ses choix électoraux opérés en 2017. De fait, la trajectoire de vote de Yohann pourrait sembler à première vue erratique. Il a en effet voté François Fillon au premier tour de l'élection présidentielle, Marine Le Pen au second et a choisi le candidat de la République En Marche dans sa circonscription parisienne pour les deux tours des législatives. Ces votes surprennent d'autant plus lorsque l'on sait que Yohann est issu d'une famille socialiste très politisée. Chaque vote a pourtant été informé, pensé, discuté, pesé et répond à des logiques fortes et très cohérentes du point de vue de la trajectoire de l'enquêté et de ses groupes d'appartenance. Habitant dans un arrondissement du nord-ouest parisien, marié et élevant les deux filles de sa femme, cadre dans une *business school*, c'est avant tout en tant que policier que l'enquêté construit sa vision de la société et de la politique, et c'est avant tout en tant que policier qu'il réalise ses choix électoraux.

Fils de profs, métiers, et policier

Yohann grandit dans un village de Seine et Marne, second fils d'une professeure de sport en collège et d'un professeur d'économie en lycée. Ses parents sont politisés et engagés à gauche, fervents soutiens de François Mitterrand. L'enquêté raconte avoir baigné dans les discussions politiques et les mobilisations contre le racisme et l'antisémitisme, son père ayant été également maire-adjoint socialiste de sa commune. Les racines politiques familiales sont plus contrastées. Si sa mère est issue d'une famille ouvrière communiste, son père, métis ayant grandi à Madagascar, appartient à une famille de colons et dispose ainsi d'un tout autre héritage politique, dans lequel Yohann dit avoir récupéré l'attachement à la nation.

Du côté de mon père, c'était des colons, donc proches de Tixier Vignancourt, pas loin du FN, mais plutôt une droite nationaliste, très républicaine très franco-française, très patriotique, mais voyant la patrie depuis Madagascar, un attachement à la mère patrie sans y avoir vécu. Cet attachement passe à travers les générations, et il est passé à travers moi comme à travers d'autres fils de colons... donc une droite franche.

L'enquêté ayant peu connu et fréquenté cette branche de la famille, on perçoit l'utilité de la convocation de cet héritage pour justifier le déplacement politique opéré par rapport à ses parents et remettre de la cohérence dans sa trajectoire. Par ailleurs très sportif, ayant passé son enfance « dans la forêt », « à la recherche d'une identité masculine », Yohann demande, à la suite de son échec en première année de droit, à effectuer son service militaire dans les parachutistes, ce qui surprend ses parents, tandis que lui s'épanouit dans l'institution militaire, et plus tard policière, où il a l'impression de s'engager concrètement et pas « seulement théoriquement ». Après avoir voyagé et vécu un an en Chine avec sa compagne, il gagne sa vie comme agent de sécurité puis finit par entrer dans la police en 2000 comme élève gardien de la paix. Il exerce à sa demande dans le 18^e arrondissement de Paris, puis en banlieue, avant de rejoindre ce groupe de sécurisation. Sa socialisation politique familiale ne le préparait pourtant pas à entrer dans la police, ni à voter à droite, si ce n'est dans une forme de réaction :

Par rapport à ma famille et au slogan « il est interdit d'interdire », ça a provoqué l'effet inverse chez moi. J'avais besoin de cadres. La politique a pris une énorme place chez mes parents, donc moins de temps pour s'occuper des enfants. [...] Quand on est fils de profs, on peut tout faire, sauf peut-être policier ou militaire, c'est tout !

Même s'il exerce lui aussi au service de l'État, l'enquêté a conscience que sa trajectoire professionnelle et politique ne va pas de soi, en tant que fils de profs engagés à gauche, et en tant que « quarteron », comme il nous l'explique après la présidentielle :

Ça n'a rien d'évident car, dans la cour d'école, avec mes cheveux frisés, j'étais un négro, un bougnoul, il fallait que je rentre chez moi... donc voter Le Pen et Front national, ça n'avait rien d'évident. Mais je suis dans une partie de la population qui se trouve dans une position tellement critique qu'au fond on n'a pas vraiment d'autre choix.

Cette expression, « on n'a pas vraiment le choix », constitue peut-être une autre manière de résoudre la tension entre ses socialisations politiques primaire et secondaire. C'est bien la force de la socialisation dans cette « partie de la population » singulière que sont les policiers qui construit en effet tout son rapport au monde.

Percevoir et construire le monde en tant que policier

Yohann est devenu policier « pour s'éprouver », et il investit très fortement ce « métier d'hommes », ce « chemin pour aller au sacrifice, au combat ». Sur le terrain, il a été confronté à ce qu'il identifie comme deux grandes menaces : d'un côté, les gauchistes (« des radicaux qui tiennent des propos anti-blancs alors qu'ils sont blancs eux-mêmes, ils veulent racheter le péché collaborationniste de leurs parents. On va les avoir en face de nous. J'espère qu'on nous laissera être assez violents pour les contenir ») et, de l'autre, les islamistes « qui remettent en cause très fort l'Occident et la France, qui veulent utiliser des armes non conventionnelles, qui ne veulent que leur liberté, mortifère, puérile ». Mobilisé le 30 novembre 2015 au Bataclan, il a été particulièrement choqué et ressent très vivement les menaces qui pèsent sur lui en raison de son uniforme.

Le Premier ministre l'a annoncé, le risque est extrêmement élevé. Je suis dans cette ambiance-là, et je suis payé pour ça, c'est ma mission, je suis focalisé sur le danger. On appelle ça « l'effet tunnel », on est focalisé dessus. On sait que les islamistes veulent tuer les juifs, puis les uniformes avec leur famille et les écoles et puis les catégories intermédiaires femmes et homosexuels. En ayant des enfants, en étant policier et en ayant une femme, il est clair qu'on commence à remplir des cases qui font qu'on est des cibles. [...] Le métier de policier, on représente le pouvoir. Et ce pouvoir attend de nous qu'on aille jusqu'au bout, qu'on se sacrifie. Je risque ma vie et ma santé mentale. Je risque tout.

Cette focalisation sur le danger nourrit son attachement à la démocratie dans le cadre d'un pouvoir stable et fort et son intérêt pour la campagne de l'élection présidentielle de 2017, qu'il suit de très près dans les journaux en ligne (*Le Figaro*, *Le Monde*), des podcasts, et dont il discute beaucoup avec ses collègues.

Voter pour un pouvoir fort

La trajectoire de Yohann et « l'esprit critique » qu'il dit avoir hérité de ses parents le conduisent à ne pas s'en remettre à une seule famille politique, mais à évaluer, élection après élection, le candidat le plus à même « de lui donner de l'avenir ». Il dit ainsi avoir fréquemment voté blanc, à droite ou à gauche. Et de fait, jusqu'au premier tour, il hésite entre plusieurs candidats, de Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, en passant par François Asselineau, excluant uniquement les candidats d'extrême gauche et ceux qui lui paraissent « tièdes ou mous ». Il apprécie le programme de François Fillon, « qui représente la droite bourgeoise, nationaliste, libérale » et c'est pour lui qu'il vote finalement au premier tour, en dépit des affaires et en raison, paradoxalement, de ses prises de position « pharisiennes » sur la rigueur (travailler plus et

consommer moins) et surtout de ses engagements en politique internationale. Et c'est bien « en tant que policier » qu'il opère ce choix :

J'ai été surpris qu'un candidat français ose parler d'une renégociation des rapports de la France avec l'Arabie Saoudite. [...] Ses positions en politique extérieure sont fondamentales. Elles touchent à la place de la France, aux liens avec les autres pays, au terrorisme, et en tant que policier cela me concerne directement...

Après l'élimination du candidat gaulliste, c'est Marine Le Pen qui a sa préférence. Il ne croit pas au « danger du Front national qui est une mystification de la religion de gauche », et se retrouve dans la « modernité » qu'elle incarne par rapport à la vieille génération.

Je ne pense pas que ce soit une candidate de droite extrême, mais plus de droite radicale. Voter pour une femme, dont le second est un homosexuel annoncé et qui n'en fait pas un problème, avec une dirigeante dont le compagnon a un grand-père sépharade... Dans les années 80, au Front national, il y avait des anciens de la division Charlemagne, c'était pas ça, il y avait des jeux de mots douteux sur les Juifs. C'était vraiment l'extrême droite raciste et antisémite. Là, voter pour Marine Le Pen, c'était plus facile. Le truc de dédramatisation a fonctionné.

Mais le débat de l'entre-deux-tours le fait vaciller, il se dit très déçu par la performance « outrancière » de sa candidate qui selon lui, ne « voulait pas gagner » et « a caricaturé les gens qui votent pour elle ». Intéressé par le programme économique du candidat Macron, par le fait que lui aussi promette de la « sueur », il hésite à lui donner sa voix mais y renonce en raison de la déclaration du candidat sur la colonisation comme « crime contre l'humanité ». Comme pour le premier tour, Yohann fait son choix au dernier moment et se trouve orienté avant tout par la préservation de ses intérêts professionnels, perçus comme une question de vie ou de mort.

Et un jour, juste avant le second tour, un ami, un collègue qui vote Front national depuis longtemps, me dit : « Mais tu sais, Marine Le Pen, c'est la seule qui nous a défendus en tant que policiers ». Et pour le coup, c'est vrai que c'est la seule qui n'a jamais failli à défendre la police. J'ai réfléchi, je me suis dit que c'était vrai et j'ai voté pour elle pour cette raison-là.

Cette priorité à la « défense de la police » est théorisée par l'enquêteur comme exprimant une forme « d'irréductibilité, une sorte de nationalisme » qui a directement à voir avec son travail :

Je me suis dit, si un jour je brûle vif ou si je prends une rafale, j'aurais donné ma voix à quelque chose qui dit non. Je pense que quand je vote ça, je dis « non », en fait. Je dis « non à l'islamisme », « non à l'obscurantisme ».

Yohann se dit néanmoins satisfait du résultat de la présidentielle, des 10,7 millions de voix données à Marine Le Pen ainsi que des premiers pas du Président Macron. Son légalisme et sa volonté d'assurer l'existence d'un pouvoir fort le conduisent ainsi logiquement à voter pour le candidat En Marche aux législatives, sans s'intéresser à l'offre politique dans sa circonscription, l'essentiel étant de donner une forte majorité au président élu. Avec la trajectoire de vote de Yohann, on saisit le rôle puissant joué par la socialisation politique professionnelle, qui le transforme et guide ses choix, justifiés au nom de son identité de policier recherchant « la puissance » et un pouvoir fort face à la menace.

Sandrine, de l'hôpital au libéral...

La trajectoire de Sandrine, 41 ans, aujourd'hui infirmière libérale, illustre une autre dimension du rôle matriciel de la socialisation professionnelle sur les représentations et préférences politiques. Sandrine a d'abord exercé à l'Hôpital nord de Marseille – « dans le public » – où elle

a suivi sa formation. Après cinq années, elle est « passée en libéral » pour se rapprocher de son conjoint. Si elle, la fille née dans les quartiers populaires de Marseille, ne semble pas totalement à l'aise avec ce statut d'indépendant qui l'éloigne de la médecine hospitalière (« C'est quand même ça le cœur du métier »), elle reconnaît les avantages de l'exercice libéral : pouvoir élever son fils « sans les gardes et les astreintes », « mieux gagner sa vie » et retrouver du sens dans « la manière de travailler ».

Tu peux prendre le temps avec les gens. C'est une autre façon de travailler que dans les services où on n'est pas beaucoup de personnels pour beaucoup de patients. Dans les services, c'était un peu... je travaillais à l'arrache, je n'avais pas beaucoup de contacts... Tu rentres dans la chambre, « Tiens, c'est lui, le patient ». Tu fais fissa ce que tu as à faire et puis ciao. Moi, j'aime bien quand tu arrives chez les gens, que tu te poses. C'est très riche en contacts. Tu prends le temps. Tu as un échange. Tu regardes un truc à la télé avec eux, tu discutes.

Sandrine s'intéresse peu à la politique, « au dernier moment, comme tout le monde, quand il y a des élections ». Elle n'en parle jamais ou presque avec sa famille. Parfois avec les patients qu'elle visite à domicile, « parce que tout le monde en parle avec les présidentielles ». Mais avec prudence, en respectant une éthique professionnelle implicite proche de celle des commerçantes : éviter d'afficher trop clairement ses opinions dans le cadre des interactions professionnelles et esquiver l'expression de désaccords politiques avec la clientèle/patientèle (« Je reste neutre... j'écoute »). Sandrine lie spontanément sa vocation professionnelle avec ses préférences électorales : « Moi, c'est le social. Et le social, c'est plutôt la gauche », confie-t-elle lors du deuxième entretien, en précisant qu'elle a compris cela durant ses années à l'hôpital. Elle s'intéressait alors à l'action des syndicats, sans être syndiquée. Elle pense qu'elle aurait adhéré à un syndicat si elle était restée à l'hôpital (« Mais, là, comme libérale, c'est différent »). Cependant, maintenant qu'elle sait ce que c'est que de « tenir une comptabilité » et de « devoir vivre de son activité », elle n'accepte plus qu'on « casse du sucre sur les patrons ». Elle pense d'ailleurs qu'il y a « de bonnes idées dans tous les bords politiques, sauf aux extrêmes ».

L'autonomie au prix de la solitude professionnelle ?

Sandrine compare sans cesse son quotidien d'infirmière libérale à la situation qu'elle a connue à l'hôpital. Elle insiste sur « le temps » dont elle dispose avec ses patients, l'absence de hiérarchie directe et « la qualité de travail » malgré les contraintes spécifiques de l'exercice libéral : faire de la route, gérer sa comptabilité, être seule face à des situations de soin compliquées.

Tu travailles comme tu veux. Ça aussi, c'est important, il n'y a pas quelqu'un qui est là aussi à te dire : « Fais ça comme ça ! ». Tu es un peu maître de ta vie, on va dire. Il n'y a personne au-dessus qui va venir te dire : « Fais ça comme ça ! ». Donc, par rapport à un service, c'est sûr, il y a pas photo. Bon, je dois rouler peut-être entre 100 et 150 kilomètres par jour mais tu gagnes beaucoup plus qu'en salarié. Rien à voir. Alors, c'est vrai, que tu as pas mal de charges derrière aussi que t'as pas en salarié. C'est toujours pareil. Mais tu arrives à avoir quand même, une bonne différence. C'est au moins [elle calcule]... Tu as 2 000 euros d'écart. [...] Bon, il y a aussi tout ce qui est papiers. Tu as quand même un gros, gros travail administratif. [...] J'ai appris sur le tas. Et puis j'ai pris un comptable, t'es pas obligé, mais parce que tu dois faire certifier tes comptes.

L'autonomie et les meilleurs revenus s'accompagnent aussi d'une individualisation du cadre professionnel, voire d'une forme de solitude. Sandrine revient à plusieurs reprises en entretien sur le sens de l'organisation et des responsabilités que suppose le statut d'indépendant, et sur les liens professionnels de l'activité libérale différents de ceux tissés au sein de l'institution hospitalière.

Je travaille dans un cabinet. On se voit très souvent avec deux infirmiers. On fait des réunions, on a des formations obligatoires pour rester au goût du jour, des trucs de labo. On est constamment en lien, même si on n'est pas à l'hôpital. Voilà ! Après, c'est vrai, c'est le seul truc avec le libéral, c'est que tu es un peu seule au monde quand même face à tes soins. Tu vois, le jour où il t'arrive un truc, le jour où tu te retrouves face à une situation à gérer, t'as pas ton collègue vers qui tu peux te tourner et dire : « Qu'est-ce que tu en penses, toi ? qu'est-ce que tu ferais, là ? », comme dans les services. Des fois, tu te sens un peu seule au monde. Après, c'est vraiment très gratifiant aussi. Parce qu'on est dans des petites villes, des petits villages autour. Donc, il y a ça : la proximité. On est quand même importants pour les gens.

Sandrine avoue une attention très elliptique pour l'actualité politique. Si elle dit avoir été marquée par les attentats de 2015 (« parce que j'ai un peu vécu dans les quartiers... alors ça m'inter-pelle »), elle répète que son travail lui laisse peu le loisir de suivre l'information politique au jour le jour. Après sa journée de visites, elle a « plutôt envie de se changer les idées ». Aussi, au moment d'arrêter son choix de premier tour, elle se montre indécise, tiraillée.

Une tension irrésolue entre le statut d'indépendant et l'empathie sociale

Sandrine a l'impression que « la France dégringole » et qu'il faudrait « bien remettre un peu d'ordre dans tout ça » mais elle écarte d'emblée les propositions les plus extrêmes de l'offre électorale. Les candidatures de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen lui paraissent « dangereuses ». À l'appui de ce sentiment, elle évoque longuement comment la candidate du FN clive les populations qu'elle visite à leurs domiciles dans les quartiers sociaux. Pour ses patients qui « en ont marre », qui veulent « essayer autre chose », Le Pen est le choix qui s'impose largement. Pour une autre partie, constituée de familles d'origine immigrée principalement du Maghreb, Le Pen « fait peur » et représente une menace de « catastrophe ». Pour ces raisons, Sandrine estime que « les extrêmes ne feraient qu'amener de la violence et du désordre » et ne sont donc pas « une solution pour le pays ». Sans se souvenir de ses votes antérieurs, elle confie qu'elle « serai(t) plutôt de gauche » lors du deuxième entretien qui se déroule à quelques jours du premier tour :

J'étais plutôt partie pour Hamon. C'était un peu dans la tranche de politiques que je trouve qui est bien pour ce que je suis. C'est pour ça que j'ai envie de voter pour lui. Pour mes convictions, quoi. [...] De toute façon, le problème pour moi, ça va être le second tour. Parce qu'il [Hamon] ira pas au second tour.

Étonnamment, Sandrine ne se réfère jamais à ses origines populaires pour justifier ce choix. Son père ouvrier et sa mère employée ont longtemps vécu dans les quartiers nord de Marseille avant de déménager dans le Var pour offrir un meilleur cadre de vie à leurs enfants (« Ils ont fait de gros, gros sacrifices parce qu'ils ne voulaient pas qu'on grandisse dans la cité »). C'est toujours en référence à sa vocation d'infirmière, aux réalités et aux problèmes qu'elle côtoie dans son activité professionnelle qu'elle donne sens à son choix de voter Hamon, en qui elle voit « quelqu'un qui défend le social ».

[Devant les supports de photo-élicitation du protocole d'entretien qui illustrent des événements ayant marqué les dernières années : manifestations contre le mariage pour tous, plan Vigipirate, voile, migrants...] Moi, je pense que ces problèmes de société, bien sûr que ce sont des gros problèmes de société, ben, c'est pas l'urgence. On peut s'en préoccuper, bien sûr, mais, moi, je trouve que l'emploi et tout ça, c'est ça l'urgence. C'est ça qu'il faut déjà régler... remettre une France un peu mieux coordonnée. On voit bien le nombre de chômeurs, le manque d'argent partout. Moi, je le vois beaucoup, tous les jours. Après, tout découle de ce problème-là. Quand déjà tu arrives à régler un petit peu ça, ça fonctionne plus correctement.

Attirée par le vainqueur de la primaire de la gauche, Sandrine n'apparaît jamais tout à fait certaine de son choix. Ses atermoiements dans les semaines qui précèdent le premier tour témoignent plutôt d'une « persuasion sans conviction » telle qu'elle a été tôt observée par les chercheurs de Columbia⁸³.

[Devant les affiches des candidat.es étalées sur la table par l'enquêteur.] On a un peu regardé le débat à la télé avec tous les candidats. C'est vrai que, chez chacun, c'est difficile de tout prendre. Même celui avec qui t'as plus d'atomes crochus, on va dire. Chez chacun, il y a de bonnes choses. Parce que, les autres, ils disent aussi des trucs pas mal. C'est vrai. Quand tu écoutes vraiment, c'est difficile. Sur un sujet, tu te dis : « Ben, tiens, l'idée de celui-là, sur les migrants, de comment il pourrait l'aborder, ça pourrait marcher ». Et puis, sur un autre sujet, un autre parle et tu te dis : « Peut-être que c'est vrai qu'il y a trop de fonctionnaires dans certaines administrations ». C'est difficile ! Lui, là [elle tape du doigt sur le visage de Nicolas Dupont Aignan], moi, j'ai trouvé qu'il était pas mal du tout. C'était bien cohérent ce qu'il disait. J'ai même dit à mon mari : « Il parle pas mal. C'est carré. Il parle de la réalité, de la vraie vie ». Bon, je sais pas si je le vois président mais, franchement, il est intéressant.

Malgré sa résolution de voter Hamon (pour qui elle dira avoir voté au premier tour alors que les sondages le donnent perdant), Sandrine n'affiche jamais de convictions socialistes. À aucun moment, d'ailleurs, elle ne prononce les mots « socialisme », « socialiste » ou « PS ». Pas plus qu'elle n'affiche la moindre préoccupation pour l'environnement (« J'avoue que non, j'ai pas vraiment réfléchi à ça... j'ai pas d'idée là-dessus ») pourtant défendu par Hamon ou de certitude quant à la mesure la plus emblématique de son programme, le « revenu universel » :

Ben, c'est-à-dire qu'on n'a pas vraiment de recul là-dessus. Comment tu peux dire si c'est bon ou pas bon ? Ça pourrait peut-être être bien si derrière ça suit, s'il arrive à organiser le truc. Pourquoi pas ? C'est peut-être pas mal... mais peut-être pas. C'est compliqué.

Au fil des discussions, Sandrine raconte qu'elle défend aujourd'hui le métier d'infirmière libérale dont des réformes récentes menacent le périmètre d'activité – et, donc, les sources de revenus – au profit des auxiliaires de vie et des aides-soignant.es à domicile. Elle s'est rapprochée de l'antenne locale de l'association d'infirmières libérales avec laquelle elle manifeste et signe des pétitions pour défendre leur statut. Au final, elle qui confiait avant le premier tour « Macron, ce n'est pas mon truc », déclarera lors du troisième entretien (début juin 2017) avoir trouvé le finaliste de l'élection « très sensé », « solide » lors du débat d'entre-deux-tours et avoir voté pour lui sans remords.

C'est formidable, ce débat. C'est vraiment super de faire ça pour les gens comme moi qui ne suivent pas vraiment l'actualité. Moi, franchement, je n'avais jamais écouté Le Pen. Elle raconte vraiment n'importe quoi, sans déconner. Et, Macron, ben, je l'ai trouvé très bon. C'est vrai. On verra bien mais je pense qu'il peut remettre la France en ordre.

Revue en janvier 2021, Sandrine confirmera son glissement vers le macronisme. Face à la « violence insupportable » des Gilets jaunes ou dans la gestion de la crise sanitaire, dont elle fait alors « l'expérience chaque jour dans les domiciles », elle reconnaît que le président Macron « a tenu bon » : « Franchement, je lui tire mon chapeau. Où est-ce qu'on serait rendus avec l'autre folle ? ». Le cas Sandrine illustre comment le statut et les expériences professionnelles servent de principal point d'ancrage aux jugements politiques avec, chez elle, une droitisation feutrée (repérable aux références à l'ordre, au sens des responsabilités, à la défense du statut d'indépendant, au rejet des revendications qui divisent et expriment de la violence) accompagnant son passage de l'hôpital au libéral. Comme Thierry, que l'on va voir maintenant, la pluralité des expériences et des identifications professionnelles refaçonne chez Sandrine des dispositions politiques, en rendant certains enjeux ou thèmes plus saillants dans l'expression des opinions et des préférences électorales.

Thierry : Articuler la cause commerçante et l'opposition politique

Thierry a 48 ans au moment de l'enquête. Il est coiffeur dans la ville depuis près de 20 ans. Son salon, situé un peu à l'écart du centre-ville mais sur une avenue centrale, est un des plus grands de la ville. Thierry a commencé très tôt à se passionner pour la coiffure. Après un apprentissage qui l'a conduit à apprendre le métier à Paris, il est très vite revenu s'installer dans sa région natale, où il a pu constater au début des années 2010, les effets du déménagement du groupe militaire et la perte d'environ 20 % de la population de la commune. Dans le cas de Thierry, cet événement constitue un tournant. Il assiste ainsi à la faillite de plusieurs salons de coiffure concurrents, ce dont il ne se réjouit pas puisqu'il y voit le signe d'une désertification économique de la ville, dangereuse pour son propre commerce.

Par rapport au déménagement, il faut pas se voiler la face, moi j'ai fait, moins 20, moins 30 % de chiffre d'affaires. Toutes les femmes du groupe... en plus moi, j'ai fait mon service au groupe, je connaissais tout le monde. [...] Mais à une époque on avait sept employés. Là, on est plus que quatre.

Lors de nos entretiens, son discours, sept années après le déménagement du régiment, est clairement négatif mais pas défaitiste. Surtout, il tire des enseignements politiques de cette désertification démographique et économique ayant impacté son commerce, tirant des conclusions nationales de problématiques locales :

Il faut aller de l'avant, il ne faut pas vivre dans le passé. Moi c'est demain que je vois, c'est pas hier. Le souci, c'est que c'est pas spécifique à Torsy, c'est le problème de la France. Le problème de la France c'est qu'on ne sait pas anticiper les choses. Le groupe militaire, on savait depuis 1981 qu'il allait fermer. C'est le livre blanc, c'était marqué. Sauf qu'on s'en est pas soucié et c'est toujours au dernier moment : « Ho, on est à la date butoir ! Ho, c'est un scandale ! Qu'est-ce qu'on fait ? Allez, faites des manifestations ! ». Mais il est trop tard ! Et c'est ça qui est usant... [...] On n'a pas accompagné les commerces, on n'a pas fait de plan pour qu'ils tiennent le choc.

Selon lui, la ville dispose pourtant d'atouts (gastronomie, architecture, proximité avec Paris, calme) mais ceux-ci restent sous exploités par l'équipe municipale dont on a vu qu'il dressait un portrait peu flatteur, du fait des fonctions qu'il occupe dans la vie associative locale. Ce contexte local produit alors des effets professionnels, poussant Richard à s'investir dans la vie économique et politique de la ville.

De la défense des intérêts corporatistes aux formes de jugement du politique

Dans ce contexte économique difficile lié au désengagement de l'État et stimulant une forme de « plainte commerçante⁸⁴ », Thierry s'est engagé dans la vie associative (et, par ricochet, politique) locale. Il est président de l'association des commerçants de la ville depuis plusieurs années. Lors de nos entretiens, il est particulièrement fier du travail réalisé afin de valoriser le tissu commercial de la ville. Il nous cite en particulier deux réalisations qui illustrent selon lui le travail réalisé par ses équipes : d'abord la brochure des commerçants de la ville. Un joli livret d'une cinquantaine de pages, illustré par des photographies prises par un professionnel et distribué gratuitement à l'office du tourisme, près de la place du marché. Ensuite, l'opération chèque-cadeau, permettant de disposer d'offres avantageuses au sein des commerces membres de l'association. Thierry prend cette mission de défense des intérêts commerçants particulièrement à cœur. Il consacre plusieurs heures par semaine à la direction de l'association, en restant au contact de ses membres, en les sollicitant pour participer à des manifestations, pour les conseiller, ou plus généralement pour écouter leurs doléances. Lors de nos entretiens dans

son salon, plusieurs commerçants font irruption afin de payer leur cotisation ou tout simplement pour discuter des futures opérations à venir. Mais ce travail de mobilisation est également générateur de frustrations :

Ce qui est dommage, c'est que les commerçants ils savent dire quand ça va pas. Mais quand c'est bien, ils le disent pas. Quand tout va mal, on sait cracher sur les autres mais après... [...] le problème de l'associatif, c'est de trouver du bénévolat. Les gens, ils veulent bien faire mais il faut leur donner tout clé-en-main. Pour moi, une association comme la nôtre, ça devrait être 100 % des commerçants... On a 60 commerces mais dans la ville on est 120.

Si Thierry prend cet engagement particulièrement à cœur, c'est en grande partie parce qu'il s'oppose à la mairie, de gauche, sur la politique économique de la ville. Avec son rôle de président de l'association des commerçants, il occupe une position symbolique non négligeable le rendant incontournable dans la ville. Ses contacts avec l'équipe municipale sont cependant assez limités, en particulier avec le conseiller municipal en charge du commerce et de l'artisanat dont il critique l'inaction. Selon lui, les commerces restent pourtant le principal indicateur de la vitalité d'une ville, ce que la mairie n'aurait pas compris.

Ce qu'on dit à la mairie, c'est qu'aujourd'hui un euro investi par l'association c'est trois euros qui rentrent dans les caisses de l'association après. C'est un retour sur investissement qui est pas mal. Après, on voit leur politique, ils font du social. Bon, c'est leur choix... Après, moi, je dis, à un moment, faut pas qu'il y ait un déséquilibre. Mais, bon, faut pas se voiler la face, c'est pas leur priorité le commerce.

Cette posture victimaire expérimentée localement, dans un contexte économique morose, maintes fois répétée en entretien, contribue à renforcer des visions du monde selon lesquelles le commerce serait délaissé en France. Il est donc logiquement attiré par les candidats qui mettent en avant les enjeux économiques et commerçants, uniquement à droite de l'échiquier politique et qui ont compris, à ses yeux, les difficultés rencontrées par ce groupe professionnel.

Un commerçant engagé, de droite, sensible aux questions économiques

Thierry se considère comme un électeur « de droite ». Son père, cadre d'entreprise, l'était également. En cela, il ne diffère guère de la figure classique du petit commerçant votant à droite⁸⁵. Mais son rapport à la politique est plus complexe qu'il ne le laisse paraître lors de notre premier entretien. Tout d'abord, Thierry cumule avec son poste de président de l'association des commerçants, un mandat d'adjoint, sans étiquette, aux affaires scolaires dans une petite ville de 400 habitants située non loin de Torsy. Ce domaine peut surprendre tant il semble éloigné de ses préoccupations quotidiennes. À ses yeux, cependant, cela lui permet « de souffler » et de prendre un peu de recul sur les questions liées au commerce, sans pouvoir s'empêcher de faire un rapprochement avec son métier :

J'ai un regroupement scolaire, je gère trois communes. J'ai six classes, 156 gamins à gérer, huit personnes, c'est une autre entreprise ! J'ai 250 000 euros de budget et je gère ça.

Ce mandat lui permet par ailleurs de faire fructifier une forme de capital politique non négligeable en particulier au niveau intercommunal du fait de ses missions. Surtout, il fait partie d'une équipe municipale dont le maire a endossé l'étiquette FN en cours de mandat. Lui-même n'est pas un électeur frontiste, d'après ses propos en entretien, et il regrette la décision de son maire. Sa neutralité commerçante est d'ailleurs mise à rude épreuve par le choix de l'édile :

On est venu me chercher pour être sur une liste. Après, j'ai voulu voir ce qu'était une campagne mais, moi, j'en ai rien à foutre de l'étiquette, c'est la personne et son programme, moi. Si plus

de 50 % de son programme c'est un gars bien, s'il en fait moins c'est « tu dégages ». Pour une commune de toute façon... Mais le maire, bon, 2020 c'est encore loin, mais je lui ai clairement dit que j'irai pas sur sa liste. Il a fait une grosse erreur. Bon, moi, je savais son appartenance mais après, pour une commune, se présenter sous la bannière du front national bon moi personnellement, ça le fait pas. Tu tapes son nom, on me voit en photo avec l'autre adjoint du Front national... non... C'est pas cool !

Lors des élections de 2012 et 2007, il dit avoir voté avec conviction pour Nicolas Sarkozy. Lors de notre deuxième entretien, il formule son souhait de voter pour François Fillon dont il apprécie dans un premier temps une forme de rigueur morale et dont il valorise les propositions économiques :

Au premier tour, je vais voter Fillon. Pourquoi ? Parce que, pour moi, c'est un des programmes qui tient le plus la route économiquement. On parle beaucoup de la suppression des 500 fonctionnaires. C'est vrai que c'est choquant mais y'a la façon dont il annonce le truc. On parle de 500 000 en moins, oui mais c'est sur cinq ans et y'en a déjà 75 000 qui partent en retraite. Alors que le mec qui veut travailler plus en interne, comment il fait ? Faut pouvoir faire bosser plus les mecs en entreprise. Je trouve que c'est une très bonne idée.

Plus généralement, les questions liées aux enjeux économiques sont systématiquement analysées au prisme de sa situation professionnelle. S'il évoque régulièrement son plaisir à gérer localement la question du regroupement scolaire, ce thème ne semble pas occuper de place centrale dans l'élaboration de son choix et n'est jamais abordé en entretien, preuve de la hiérarchie des thèmes sur lesquels il fonde son vote. Lorsqu'il discute de la place des questions économiques durant la campagne de 2017, il regrette ainsi que ces enjeux aient occupé une place marginale : « y'a pas que le CAC 40 dans la vie », renvoyant aux difficultés de son métier et des petits commerces, illustrées par les difficultés locales précédemment décrites. Mais la succession des affaires ciblant le candidat LR vient totalement remettre en cause son vote. Déçu par ce qu'il perçoit comme une trahison, il oriente son vote vers Nicolas Dupont- Aignan, puis Marine Le Pen au second tour. Le thème de la fracture territoriale mis en avant selon lui par les deux candidats, lui permet de raccrocher les enjeux locaux économiques et s'inscrit dans le prolongement d'un engagement local ancré à droite. Face à une offre politique qui s'effondre, les nouveaux choix restent justifiés et pensés en lien avec les expériences professionnelles du local.

Conclusion. La profession comme matrice des jugements politiques

Alors que notre enquête ne prévoyait pas de dispositif méthodo- logique spécifique pour saisir le rôle de la socialisation professionnelle dans la construction du rapport au politique et au vote, nous avons été frappés par la centralité des références aux expériences professionnelles dans les entretiens, au-delà d'ailleurs des exemples mobilisés dans ce chapitre. Plus encore que les formes de transpositions des identités professionnelles en préférences politiques, il faut relever la place majeure qu'occupe la profession dans les modalités de présentation de leur identité sociale par les personnes enquêtées. Les cas analysés, qui se situent dans l'espace hétérogène et flou des moyens et petits-moyens, révèlent ainsi le rôle décisif joué pour ces actives et ces actifs par les conditions, les relations et les expériences professionnelles à la fois dans le façonnage mais aussi dans la plasticité des jugements politiques. Dans le droit fil des remarques formulées par Daniel Gaxie à propos des effets sur le rapport au politique des socialisations secondaires marquantes – qui « semblent l'emporter sur ceux qui résultent des socialisations primaires⁸⁶ » –, la socialisation professionnelle joue bien un rôle singulier, sans doute même matriciel.

Les façons dont le travail façonne des dispositions à opiner et des orientations politiques ont indéniablement changé depuis l'ère de l'usine où se confrontaient dans un même espace physique la « classe ouvrière » et le « patronat⁸⁷ ». La tertiarisation de l'emploi, la précarisation, la dépersonnalisation des chaînes hiérarchiques et le délitement du sentiment de classe, notamment dans le monde ouvrier⁸⁸, se traduisent par une recomposition des conflictualités au travail et de leurs expressions politiques. Le syndicalisme et les mouvements collectifs demeurent importants dans les fonctions publiques ou dans les structures industrielles moyennes ou plus grandes. Dans les autres configurations professionnelles, où la participation aux élections professionnelles comme le niveau de syndicalisation sont très faibles⁸⁹, les tensions engendrées par les conditions de travail s'expriment à travers des actes à la signification politique moins explicite (absentéisme, arrêts de travail, incidents) ou par la voie de la justice, notamment prud'homale. Cependant, si l'affaiblissement des syndicats⁹⁰ affecte leur capacité d'encadrement politique des « travailleurs », de formation des cadres et des relais des luttes salariales, les propos des enquêtés disent à quel point l'activité professionnelle – qui représente une part considérable de leur temps éveillé et de leurs relations sociales⁹¹ – continue d'exercer des effets sur leur perception de la politique. Par l'expérience répétée d'une division structurée des rôles, des positions et des ressources. Par l'exposition quotidienne à des situations spécifiques d'actions et d'interactions. Par l'observation intériorisée d'une inégale reconnaissance (par l'employeur, par l'État, par la société, par les élites locales) de l'utilité, des mérites et des compétences.

Si les individus construisent leurs identifications et leurs représentations sociales aussi en dehors du travail (dans la famille, le quartier et les cercles de relations), ils se définissent socialement et politiquement encore pour une bonne part *au et par* le travail dont les effets se prolongent souvent au sein des cercles amicaux et familiaux, y compris lorsque les trajectoires professionnelles sont heurtées et non linéaires. Pour les enquêtés que nous avons choisi d'étudier dans ce chapitre, les discussions dans le cadre professionnel composent une dimension importante de leur socialisation comme de leur socialité. S'y exprime une cotation commune des valeurs positives du groupe professionnel (utilité sociale, locale ou économique du travail, compétences ou savoir-faire exclusifs, dévouement au collectif et/ou au public) – souvent pour stigmatiser les valeurs négatives d'autres groupes⁹² – et de ses qualités morales (bonne manière de « faire le boulot », goût du « travail bien fait », « sens du service », dévouement à l'État, à une idée du métier ou du service public, aux clients ou usagers, etc.). S'y expriment également les tensions que le groupe professionnel ressent à l'égard des autres groupes professionnels avec lesquels ils interfèrent, avec les autorités internes (management) ou externes (l'État, les municipalités, la concurrence, les médias, la mondialisation, etc.) mais aussi avec leurs divers publics (consommateurs, administrés, patients). Dit autrement, la profession permet aux individus de se positionner, de se situer, de se repérer dans l'espace social, avec et contre d'autres groupes professionnels. Parce qu'elles sécrètent toujours un « nous », certes plus ou moins consistant selon les univers de travail, et un rapport à l'altérité, les « arènes professionnelles⁹³ » sont propices à des débats fondamentalement politiques, y compris en dehors du lieu de travail, au sein de la famille et des cercles de sociabilité. Comme le montrent les cas des infirmières (à l'hôpital ou en exercice libéral), des policiers ou des commerçants convoqués pour ce chapitre, la puissance matricielle d'un « nous » défini par l'exercice d'un même métier est dépendante de la force socialisatrice des institutions employeuses mais aussi des « publics », des situations relationnelles, des conditions matérielles et morales et bien sûr du statut.

Comment se fabriquent les schèmes professionnels de perception et de jugement ? Est-ce que ce sont les institutions⁹⁴, en conférant à leurs agents une forme « d'habitus du dehors⁹⁵ » ? Est-ce que ce sont plutôt les systèmes de relations et les expériences singulières du social qu'elles sélectionnent/proposent/imposent à leurs agents ? Nos cas tendent à montrer que ce n'est pas tant l'organisation ou l'institution professionnelle qui socialise ses agents (en imposant un habitus professionnel qui fonctionnerait aussi comme prisme de perception et de jugement sur la politique) que les normes et valeurs partagées par les agents, transmises sous la forme d'une culture de métier, d'une condition au travail, et qui s'apprend au fil des situations, des

expériences, de la confrontation à certains types de relations (hiérarchiques, avec les « publics », « usagers », « patients », etc.), à partir aussi de la place occupée au sein d'un système de positions ou d'une chaîne de missions ou d'opérations. Ainsi, le façonnage de positionnements et de dispositions politiques *au* et *par* le travail ne résulte pas uniquement d'un processus impulsé « par le haut ». C'est aussi un processus d'incorporation horizontal, tout à la fois individuel (appropriation, conformation, mimétisme) et collectif (transmission, micro-pressions, injonctions), et où interfèrent donc des acteurs internes et externes à l'institution professionnelle.

Les pistes et hypothèses explorées dans ce chapitre méritent évidemment d'être discutées, mises à l'épreuve et précisées. Nos premières conclusions n'ambitionnent pas de cartographier la très grande diversité des « nous » professionnels. Ainsi, poursuivre la réflexion sur ces dernières remarques supposerait la mise en place de protocoles d'enquête collectifs et originaux en mesure de restituer avec plus de précision comment les processus de la socialisation professionnelle contribuent à structurer des visions du monde social et de la politique. Il faudrait pouvoir plus systématiquement observer *in situ* les univers professionnels, saisir les relations et les expériences au travail *en train de se faire*, repérer les micro-événements, peut-être anodins en apparence, où se fabriquent l'identification à une position ou un statut professionnel et peut-être à une morale professionnellement située de la société et de la politique. À une telle approche ethnographique, il faudrait adjoindre une démarche longitudinale afin d'enregistrer les éventuels effets des changements du cadre ou du statut professionnel sur les dispositions politiques. Évidemment, ce programme de recherche devrait par ailleurs s'étendre à d'autres groupes. Les résultats obtenus en étudiant des catégories professionnelles intermédiaires invitent à élargir le spectre d'analyse aux individus dans des situations professionnelles moins stables (chômeurs, sans emploi, travailleurs intérimaires, précaires) comme à ceux situés au sommet de la hiérarchie sociale et économique (cadres, professions intellectuelles supérieures). La fabrique du rapport au vote *au* et *par* le travail constitue, à n'en pas douter, un champ de recherche à investir pour la sociologie politique.

Notes

- 1 D. Gaxie, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *op. cit.*
- 2 Howard S. Becker, James W. Carper, « The Development of Identification with an Occupation », *American Journal of Sociology*, vol. 61, n° 4, 1956.
- 3 Everett C. Hughes, *Le regard sociologique. Essais choisis*, Paris, Éd. EHESS, 1996.
- 4 Delphine Serre, « Le capital culturel dans tous ses états », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 191-192, n° 1-2, 2012.
- 5 C. Braconnier et al., « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale », *op. cit.*
- 6 Mentionnons une exception récente : l'approche originale du Collectif Focale a combiné une recherche ethnographique dans deux communes populaires et l'administration d'un questionnaire en face-à-face dans les bureaux de vote afin de cartographier la façon dont les expériences du travail, de la précarité et des discriminations façonnent les orientations politiques. Collectif Focale, *Votes populaires !*, *op. cit.*
- 7 Cf. Romain Pudal, « La politique à la caserne. Approche ethnographique des rapports à la politique en milieu pompier », *Revue française de science politique*, vol. 61, n° 5, 2011 ; Julian Mischi, *Le bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical*, Marseille, Agone, 2016. Voir également le dossier « En bas à droite » de la revue *Politix*, n° 122, 2018, notamment les contributions d'Amélie Beaumont (sur les salarié.es d'un « hôtel de luxe »), de Guillaume Lejeune (sur les taxiteurs confrontés aux chauffeurs Uber) et celle de Stéphane Latté et Simon Hupfe (sur les ouvriers transfrontaliers).
- 8 Ivan Sainsaulieu, Muriel Surdez, Éric Zufferey, « La sociabilité politique entre travail et hors travail. Enquête sur la socialisation politique d'agriculteurs, d'ingénieurs et de directeurs de ressources humaines exerçant en Suisse », dans F. Buton et al. (dir.), *L'ordinaire du politique*, *op. cit.*
- 9 P. Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, *op. cit.*, p. 255-264.
- 10 Fanny Gallot et al., « L'intersectionnalité au travail », *Travail Genre et Sociétés*, vol. 44, n° 2, 2020.
- 11 Selon une technique bien décrite par G. Michelat et M. Simon : « mettre au jour la logique sous-jacente aux associations qui, à partir de la consigne initiale, vont amener l'enquêté à aborder tel ou tel thème, à revenir en arrière, à passer à un autre thème, etc. ». Cf. G. Michelat, M. Simon, *Les ouvriers et la politique*, *op. cit.*, p. 18. Notons que notre protocole d'enquête ne comportait pas une analyse *in situ* du travail même si bon nombre des entretiens se sont déroulés sur le lieu d'activité des enquêté.es.
- 12 Georges Lavau, Gérard Grunberg, Nonna Mayer (dir.), *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de Sciences Po, 1983.
- 13 Hanspeter Kriesi, « The Transformation of Cleavage Politics », *European Journal of Political Research*, vol. 33, n° 2, 1998.
- 14 Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclat, Yasmine Siblot, *La France des « petits-moyens »*. Enquête sur la banlieue pavillonnaire, Paris, La Découverte, 2008. 15 L'INSEE y rassemble les personnes occupant « une position intermédiaire », concrètement, entre les cadres et les agents d'exécution (ouvriers ou employés), ou statutairement, entre les classes populaires et les classes supérieures (instituteurs, infirmières, assistantes sociales...). Cf. Cédric Hugrée, Étienne Penissat, Alexis Spire, *Les classes sociales en Europe. Tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent*, Marseille, Agone, 2017.
- 16 N. Mayer, *La boutique contre la gauche*, *op. cit.*
- 17 Se définissant par opposition aux valeurs de la gauche (fonctionnariat, interventionnisme de l'État, démocratie sociale et syndicats).

- 18 L'enquête de référence de G. Michelat et M. Simon repose à la fois sur un sondage de l'IFOP réalisé en 1966 auprès de 1 780 personnes et sur 77 entretiens semi-directifs. Voir G. Michelat, M. Simon, *Classe, religion et comportement politique*, *op. cit.*
- 19 On songe à l'ouvrage collectif que le CEVIPOF consacra aux familles politiques – traditionnelles et émergentes – des « classes moyennes » en France : Georges Lavau et al. (dir.), *L'univers politique des classes moyennes*, *op. cit.*
- 20 Bertrand Hervieu, Nonna Mayer, Pierre Muller, François Purseigle, Jacques Rémy (dir.), *Les mondes agricoles en politique. De la fin des paysans au retour de la question agricole*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.
- 21 Paul Bouffartigue (dir.), *Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement*, Paris, Armand Colin, 2011.
- 22 Florent Gougou, Nonna Mayer, « Classe, religion et vote », dans Y. Déloye, N. Mayer (dir.), *Analyses électorales*, Bruxelles, Bruylant, 2017.
- 23 L'analyse retient une opposition entre les « "upper" occupational groups (professionals, business men, clerical and commercial people) » et les « "lower" groups (skilled mechanics, factory workers, and manual laborers) » (p. 20). Cf. P. Lazarsfeld et al., *The People's Choice*, *op. cit.* Selon les auteurs, l'identification subjective à une classe sociale l'emporte sur l'appartenance objective à une profession et, à ce titre, influence plus certainement les préférences électorales (p. 57).
- 24 *Ibid.*, p. 17.
- 25 « *Correlations between status and political behavior are normally rather low*»: A. Campbell et al., *The American Voter*, *op. cit.*
- 26 *Ibid.*, p. 473.
- 27 Robert Alford, *Party and Society. Anglo-American Democracies*, Londres, John Murray, 1964 [1963].
- 28 La catégorisation des American National Election Studies (ANES), fondée sur les branches d'activité, retient généralement 6 types d'« occupations » : Professional (doctors, lawyers, engineers...), White Collar, Blue Collar, Unskilled, Farmers, Housewives.
- 29 Jeff Manza, Michael Hout, Clem Brooks, « Class Voting in Capitalist Democracies Since World War II: Dealignment, Realignment, or Trendless Fluctuation? », *Annual Review of Sociology*, vol. 21, n° 1, 1995.
- 30 Cet indice simpliste consiste en une soustraction de deux proportions, celle des ouvriers et des non-ouvriers votant pour la gauche.
- 31 Ils créent 5 classes en croisant 3 critères : la profession exercée, le rapport d'emploi (salariés/indépendants) et l'autonomie dans le travail. Cf. Anthony F. Heath, Roger Jowell, John Curtice, *How Britain Votes*, Oxford, Pergamon Press, 1985.
- 32 En 7 groupes professionnels et intégrant la « relation d'emploi » (employeur, employé, indépendant) pour marquer la primauté de la source de revenu sur le revenu lui-même cf. Robert Erikson, John Goldthorpe, *The Constant Flux. A Study of Class Mobility in Industrial Societies*, Oxford, Clarendon Press, 1992.
- 33 Cf. Geoffrey Evans (dir.), *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Perspective*, Oxford, Oxford University Press, 1999, p. 48.
- 34 R. Huckfeldt, J. Sprague, *Citizens, Politics, and Social Communication*, *op. cit.*
- 35 *Ibid.*, p. 84.
- 36 Cf. Darron R. Shaw, John R. Petrocik, *The Turnout Myth. Voting Rates and Partisan Outcomes in American National Elections*, New York, Oxford University Press, 2020, p. 47.
- 37 Cf. Mark N. Franklin (dir.), *Voter Turnout and the Dynamics of Electoral Competition in Established Democracies since 1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 45.
- 38 Ada Finifter a montré comment les amitiés au travail des ouvriers de l'industrie automobile sont structurées par leurs affiliations partisans. Voir Ada W. Finifter, « The Friendship Group as a Protective Environment for Political Deviants », *American Political Science Review*, vol. 68, n° 2, 1974. À partir d'une analyse secondaire des données du General Social Survey de 1978 relatives au travail, Michael Delli Carpini a établi des correspondances entre profession et implication civique. Cf. Michael X. Delli Carpini, « Work and Politics. A Decomposition of the Concept

- of Work and an Investigation of Its Impact on Political Attitudes and Actions », *Political Psychology*, vol. 7, n° 1, 1986.
- 39 N. Mayer, « Que reste-t-il du vote de classe ? », *op. cit.*
- 40 Cf. Kay Lehman Schlozman, Nancy Burns, Sidney Verba, « Family Ties. Understanding the Intergenerational Transmission of Political Participation », dans A. S. Zuckerman (dir.), *The Social Logic of Politics*, *op. cit.*
- 41 Alain Desrosières, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, 2010 (1993).
- 42 Nonna Mayer, Étienne Schweisguth, « Classe, position sociale et vote », dans D. Gaxie (dir.), *Explication du vote*, *op. cit.*
- 43 Michael X. Delli Carpini, Scott Keeter, *What Americans Know about Politics and Why It Matters*, New Haven, Yale University Press, 1996.
- 44 Paul Goren, *On Voter Competence*, Oxford, Oxford University Press, 2012.
- 45 D. Gaxie, *Le cens caché*, *op. cit.*
- 46 Michael Lewis-Beck, Mary Stegmaier, « American voter to economic voter: Evolution of an idea », *Electoral Studies*, n° 28, 2009.
- 47 Henry E. Brady, Sidney Verba, Kay Lehman Schlozman, « Beyond Ses: A Resource Model of Political Participation », *The American Political Science Review*, vol. 89, n° 2, 1995.
- 48 C. Achinetal., « Présidentielle 2017. Des femmes, des hommes et des votes », *op. cit.*
- 49 Nancy Burns, Sidney Verba, Kay Lehman Schlozman, *The Private Roots of Public Action. Gender, Equality, and Political Participation*, Cambridge, Harvard University Press, 2001.
- 50 Même si la question « Qu'est-ce que tu fais dans la vie ? », banale et spontanée dans « l'économie des rapports sociaux [...] engage bien souvent à se présenter par son activité professionnelle, comme si l'identité sociale était chevillée à cette identité professionnelle ». Cf. M. Thibault, « Se voir "avec les yeux des autres"... », *op. cit.*
- 51 G. Michelat, M. Simon, *Classe, religion et comportement politique*, *op. cit.*, p. 147. Aujourd'hui, la majorité des individus se rattachent spontanément à la « classe moyenne », qu'ils se situent objectivement au-dessus ou au-dessous de cette dernière. Voir Benjamin Sosnaud, David Brady, Steven M. French, « Class in Name Only. Subjective Class Identity, Objective Class Position, and Vote Choice in American Presidential Elections », *Social Problems*, vol. 60, n° 1, 2013.
- 52 Anselm Strauss, *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- 53 Renaud Sainsaulieu, Denis Segrestin, « Vers une théorie sociologique de l'entreprise », *Sociologie du travail*, vol. 28, n° 3, 1986.
- 54 É. Agrikoliansky et al., « Les discussions font-elles les votes ? », *op. cit.*
- 55 Voir les articles du dossier « La socialisation professionnelle des policiers » de la revue *Déviante et Société* (vol. 35, n° 3, 2011) et aussi Dominique Monjardet, Catherine Gorgeon, « La socialisation professionnelle des gardiens de la paix 1992-2002. Questionnaire 1 », data.sciencespo, V4.
- 56 P. Coulangeon et al., « Les idéologies professionnelles. Une analyse en classes latentes des opinions policières sur le rôle de la police », *op. cit.*
- 57 *Ibid.*, p. 499.
- 58 Chez les policiers et militaires, le FN atteint 30% au premier tour de la présidentielle de 2012, 51,5 % au premier tour des régionales de 2015. Luc Rouban, « Les fonctionnaires et le Front national », Note du Cevipof, décembre 2015.
- 59 Voir Fabien Leboucq, « Est-il vrai que les policiers et gendarmes votent à 75% pour l'extrême droite ? », *Check News Libération*, 19 juin 2020 (données communiquées par L. Rouban).
- 60 Cf. Claude Gadéa, « Les professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social comme objet de recherche en sociologie des groupes professionnels », dans J.-P. Cadet (dir.), *Les professions intermédiaires. Des métiers d'interface au cœur de l'entreprise*, Paris, Armand Colin, 2013.

- 61 Nicolas Belorgey, *L'hôpital sous pression. Enquête sur le «nouveau management public»*, Paris, La Découverte, 2010.
- 62 Cf. Howard S. Becker, « The career of the Chicago public school teacher », *American Journal of Sociology*, n° 57, 1952. Sur ce point, cf. aussi Anne-Marie Arborio, « Histoires de vie, archives et observation du travail au service d'une étude sur les carrières professionnelles », dans M. Perrenoud (dir.), *Les mondes pluriels de Howard S. Becker*, Paris, La Découverte, 2013.
- 63 Sur le processus de différenciations internes et externes des professions, voir Eliot Freidson, *La profession médicale*, Paris, Payot, 1984.
- 64 Andrew Abbott, « Linked Ecologies. States and Universities as Environments for Professions », *Sociological Theory*, vol. 23, n° 3, 2005.
- 65 A. Beaumont et al., « En bas à droite... », *op. cit.*
- 66 Dans les nomenclatures standardisées des métiers de l'INSEE, les médecins sont rattachés à la PCS « cadres et professions intellectuelles supérieures », les infirmières à celle des « professions intermédiaires » et les aides-soignants à celle des « employés ».
- 67 Renaud Gay, « La réforme hospitalière, creuset d'une administration spécialisée. Analyse de la formation et des transformations de la direction des hôpitaux (1970-2010) », *Revue française d'administration publique*, n° 174, 2020.
- 68 Anne Perraut Soliveres, « Quand la violence du tout-économique empêche de soigner », dans D. Davous (dir.), *L'éthique à l'épreuve des violences du soin*, Toulouse, ERES, 2014.
- 69 Pierre Bourdieu, « La démission de l'État », dans P. Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 2007 (1993).
- 70 Les pompiers étudiés par Romain Pudal privilégient aussi une lecture indiciaire du politique en lien avec leurs compétences professionnelles spécifiques (décrypter, interpréter, par-delà ou indépendamment des discours). R. Pudal, « La politique à la caserne... », *op. cit.*
- 71 Mathilde Darley, Jérémie Gauthier « Le travail policier face à la réforme. Une ethnographie de la mise en œuvre des "Zones de Sécurité Prioritaires" », *Politix*, vol. 124, n° 4, 2018.
- 72 Jérémie Gauthier, Fabien Jobard (dir.), *Police : questions sensibles*, Paris, Presses universitaires de France, 2018.
- 73 P. Coulangeon et al., « Les idéologies professionnelles », *op. cit.*
- 74 Ce qui tend à nuancer l'idée avancée par Daniel Gaxie et Patrick Lehingue selon laquelle les enjeux locaux seraient de plus en plus régis par la logique des oppositions dans le champ politique central. Daniel Gaxie, Patrick Lehingue, *Enjeux municipaux, la constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, Presses universitaires de France-CURAPP, 1984.
- 75 Stéphane Cadiou, « La politique en recours ? Les relations de proximité des petits commerçants avec les équipes municipales », *Participations*, vol. 30, n° 2, 2021.
- 76 *Ibid.*, p. 159.
- 77 Voir Camille Peugny, « Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires. La participation politique des ouvriers et des employés », *Revue française de science politique*, vol. 65, n° 5, 2015.
- 78 Voir P. Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, *op. cit.*
- 79 Bernard Lahire, *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Seuil, 2012, p. 21.
- 80 Ivan Sainsaulieu et al., « Parcours de socialisation politique d'ingénieurs au travail. Schème technoscientifique, carrière professionnelle et conjugalité », *Revue française de science politique*, vol. 69, n° 3, 2019.
- 81 Luc Rouban, *Le paradoxe du macronisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018. Une analyse de régression multinomiale sur différentes caractéristiques des électeurs de 2017 montre que la dimension religieuse est la plus importante, devant l'âge, tandis que « les situations socioprofessionnelles ne constituent jamais pour aucun des électors du premier tour de l'élection présidentielle des modalités déterminantes pour expliquer le vote » (p. 110).
- 82 Le groupe professionnel des enseignants demeure majoritairement positionné à gauche (54 % en 2007, contre 21 % à droite et 20 % au centre). C'est l'engagement syndical et partisan qui est en net recul. Cf. Rémi Lefebvre,

- Frédéric Sawicki, « Pourquoi les enseignants français tournent-ils aujourd'hui le dos à l'engagement politique ? », dans L. Barrault Stella et al. (dir.), *La politique désenchantée ?*, op. cit.
- 83 P. Lazarsfeld et al., *The People's Choice*, op. cit., p. 157.
- 84 S. Cadiou, « La politique en recours ? », op. cit.
- 85 N. Mayer, *La Boutique...*, op. cit.
- 86 D. Gaxie, « Appréhensions du politique... », op. cit., p. 170.
- 87 Thomas Amossé, Catherine Bloch-London, Loup Wolff (dir.), *Les relations sociales en entreprise*, Paris, La Découverte, 2008.
- 88 Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999.
- 89 Pour une actualisation des données et de l'analyse de la démocratie au travail (*workplace democracy*), voir Pierre Blavier, Tristan Haute, Étienne Penissat, « Du vote professionnel à la grève : les inégalités de participation en entreprise », *Revue française de science politique*, vol. 70, n° 3-4, 2020.
- 90 En 2020, en France, à peine un peu plus de 10% de travailleurs sont syndiqués.
- 91 M. Delli Carpini, « Work and Politics », op. cit.
- 92 Norbert Elias, John L. Scotson, *Les logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 1997.
- 93 A. Strauss, *La trame de la négociation...*, op. cit., p. 83.
- 94 Rémi Caveng, Fanny Darbus, François Denord, Delphine Serre, Sylvain Thine, « Des morales de classe ? Dispositions éthiques et positions sociales dans la France contemporaine », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 224, n° 4, 2018.
- 95 Nicolas Mariot, « L'habitus du dehors. Questions sans réponse et présence des institutions », *Politix*, vol. 100, n° 4, 2012.